



ESSO S.A.F. RAPPORT ANNUEL 1980

RAPPORT ANNUEL 1980

Jacques Bullet
président d'honneur

conseil d'administration

Henri Lamaison
président d'honneur

Louis Chaperon
administrateur

Jean Forgeot
administrateur

Jean Rauzier
administrateur

Michel Kopff
président

Francis Fabre
administrateur

Gustave Rambaud
administrateur

comité consultatif

Michel Kopff
président-directeur général

Michel Pauwels
directeur et secrétaire général

Claude Roux
directeur logistique

William R. Brunger
directeur finances

Jean Rauzier
directeur général des ventes

contrôleur

Roland Dupont

commissaires aux comptes

André Amic
titulaire

Daniel Dudon
titulaire

trésorier

Louis Coignard

Jean-Michel Garnier
suppléant

30 avril 1981



société anonyme française
au capital de 595 898 000 F
6, avenue André Prothun
Courbevoie (Hauts-de-Seine)

adresse postale :
Cedex 2
92093 Paris La Défense

documents présentés
à l'assemblée générale ordinaire
du 18 juin 1981
communiqués
au comité central d'entreprise
les 11 et 12 juin 1981.

REPÈRES ESSO 1980

coût moyen
tonne importée :
+ 72 %

baisse du volume
des ventes
- 7 %

production
de pétrole brut
d'Esso REP :
+ 21 %

Esso REP
doublement
des dépenses
d'exploration-
développement : 298 MF

recrutement :
169 personnes
Esso S.A.F.
42 personnes
Esso REP

économies d'énergie
en raffinerie:
365 000 tonnes
de fuel (base 1973)

Esso S.A.F.
maintien
d'investissements
élevés:
514 MF

résultat net
consolidé : 337 MF
impôts sur les
bénéfices : 407 MF

dividende :
238 MF

SOMMAIRE

pages
2 rapport du
conseil d'administration
19 données financières
22 filiales et participations

24 rapport des
commissaires aux comptes
27 compte d'exploitation
et compte de pertes
et profits Esso S.A.F.
28 bilan Esso S.A.F.

30 bilan consolidé
32 compte d'exploitation
et compte de pertes
et profits consolidés
Esso S.A.F. et Esso REP

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'activité de votre société s'est déroulée en 1980 dans un environnement international à nouveau profondément perturbé par les fortes augmentations du prix du pétrole brut et l'instabilité politique de certains pays du Moyen-Orient.

Sur le marché français, l'une des conséquences de ces changements brutaux a été la baisse de la demande, qui a rendu difficile la situation des sociétés de raffinage et de distribution. Celle-ci a été encore aggravée par la façon dont les prix ont été réglementés par les pouvoirs publics.

La politique pétrolière française ne semble pas cohérente dans ce domaine dans la mesure où les prix des principaux produits pétroliers restent fixés à un niveau trop bas pour permettre la mise en œuvre par les sociétés de cette politique, qui comporte la nécessité d'investissements importants. Ce manque de cohérence est d'autant plus regrettable que la politique énergétique des pouvoirs publics comporte par ailleurs de nombreux aspects positifs.

Malgré le coût d'approvisionnement relativement favorable dont bénéficie votre société en distillant pour l'essentiel du pétrole brut provenant d'Arabie Saoudite, les résultats financiers des activités de raffinage et de distribution d'Esso S.A.F. demeurent très insuffisants. Si la contrainte que supporte la profession pétrolière n'était rapidement levée, l'industrie française du raffinage – et par voie de conséquence, l'ensemble de l'économie française – souffrirait dans un proche avenir de ne pouvoir effectuer les investissements rendus nécessaires par les changements structurels affectant la demande de produits pétroliers.

Coût moyen du pétrole brut importé en France

évolution annuelle coût moyen (francs/tonne)



Forte augmentation du prix du pétrole brut, baisse de la consommation des produits pétroliers sont les faits marquants de l'année 1980.

L'industrie pétrolière a subi à plein, en 1980, les conséquences des hausses intervenues à la fin de l'année 1979 et au cours de l'année 1980. Ainsi, le prix du baril de pétrole brut arabe léger en provenance d'Arabie Saoudite a progressé de \$ 12,7 en décembre 1978 à \$ 32 fin 1980, soit une hausse de 152 %. Le prix de la tonne de pétrole brut importé en France est passé de F 464 en moyenne en 1978 à F 1 016 en 1980, et a atteint F 1 356 en mars 1981.

Les hausses brutales du prix du pétrole brut, beaucoup plus importantes en valeur absolue que celles intervenues lors du premier choc pétrolier, ont eu un effet dépressif sur la demande en incitant les consommateurs et les industriels à modifier leurs comportements. Par ailleurs, les efforts déployés tant par les gouvernements que par les fournisseurs d'énergie – et en particulier par les groupes pétroliers – pour encourager les économies d'énergie et la diversification des ressources, ont également fait sentir leurs effets. Ainsi, malgré une légère croissance économique, la consommation



mondiale de pétrole brut a baissé de 5 % en 1980. En France, alors que la production intérieure brute s'est accrue de 1,8 %, la consommation totale d'énergie a diminué de 1,4 %, et celle des produits pétroliers de 7,0 %.

Faisant exception à la libération généralisée, les prix français des principaux produits pétroliers ont continué d'être fixés par les pouvoirs publics en 1980. Or, les six augmentations de l'année n'ont répercuté qu'insuffisamment et avec retard les hausses du prix du pétrole brut et celles consécutives aux fluctuations du dollar. Le maintien de prix hors taxes plus bas, en moyenne, en France, que dans les autres pays européens s'est traduit par une forte dégradation des marges.

La baisse des volumes a pour conséquence une forte hausse des coûts unitaires. Le prix de revient de la tonne vendue ne cesse de s'alourdir aux stades de l'approvisionnement, de la production et de la distribution.

Simultanément, les coûts plus élevés de la matière première ont entraîné un très fort accroissement de la valeur des stocks et du crédit accordé à la clientèle. Pour Esso S.A.F., l'ensemble des deux postes stocks et clients, qui représentaient 36 % du total du bilan en 1973, en représentaient 68 % en 1980. L'accroissement de ces postes d'actif, a ainsi considérablement augmenté les besoins financiers d'exploitation.

Répercussion incomplète des hausses de prix de la matière première, sous-utilisation des capacités de raffinage et de transport et augmentation des frais financiers conjuguent leurs effets pour amputer les marges d'exploitation.

La contraction des volumes a affecté diversément les différents produits pétroliers. En effet, les économies d'énergie supplémentaires réalisées (6 Mtep) et la forte augmentation de la production d'énergie

nucléaire (+ 53 %, soit 5 Mtep) ont eu pour contrepartie principale la baisse des livraisons de fuel domestique (- 8 %) et de fuels lourds (- 12 %). Il est à noter que, pour ce dernier produit, les seuls enlèvements d'EDF ont baissé de 17 %. Par contre, la consommation de gazole a augmenté de 3 %, tandis que celle de carbureurs croûteait une légère progression (+ 0,3 %).

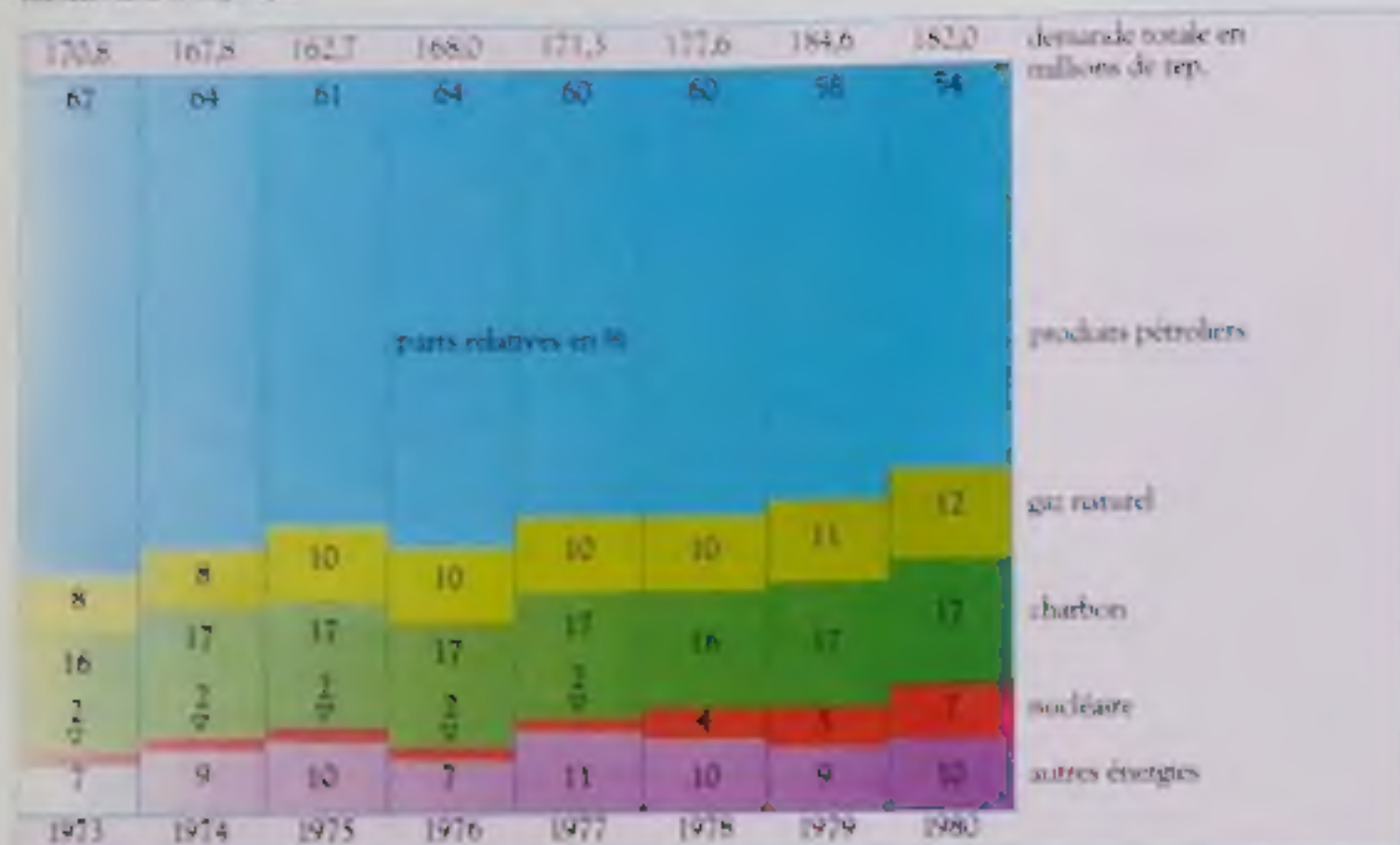
Cet allègement de la demande de produits pétroliers, qui se poursuivra dans les années à venir, oblige les sociétés à envisager d'importants investissements. En effet, pour obtenir davantage de produits blancs à partir de pétroles bruts de plus en plus lourds, il sera nécessaire de construire des unités de conversion d'un type nouveau dont le coût unitaire se chiffre en milliards de francs. Si ces investissements n'étaient pas effectués, les besoins de l'économie française ne pourraient être couverts qu'en ayant recours à l'importation massive de produits finis – ce qui aurait des conséquences dommageables non seulement sur l'équilibre extérieur, mais également sur la situation de l'emploi.

Les besoins de financement seront considérables. Dans cette perspective, il est d'autant plus regrettable que les marges d'autofinancement



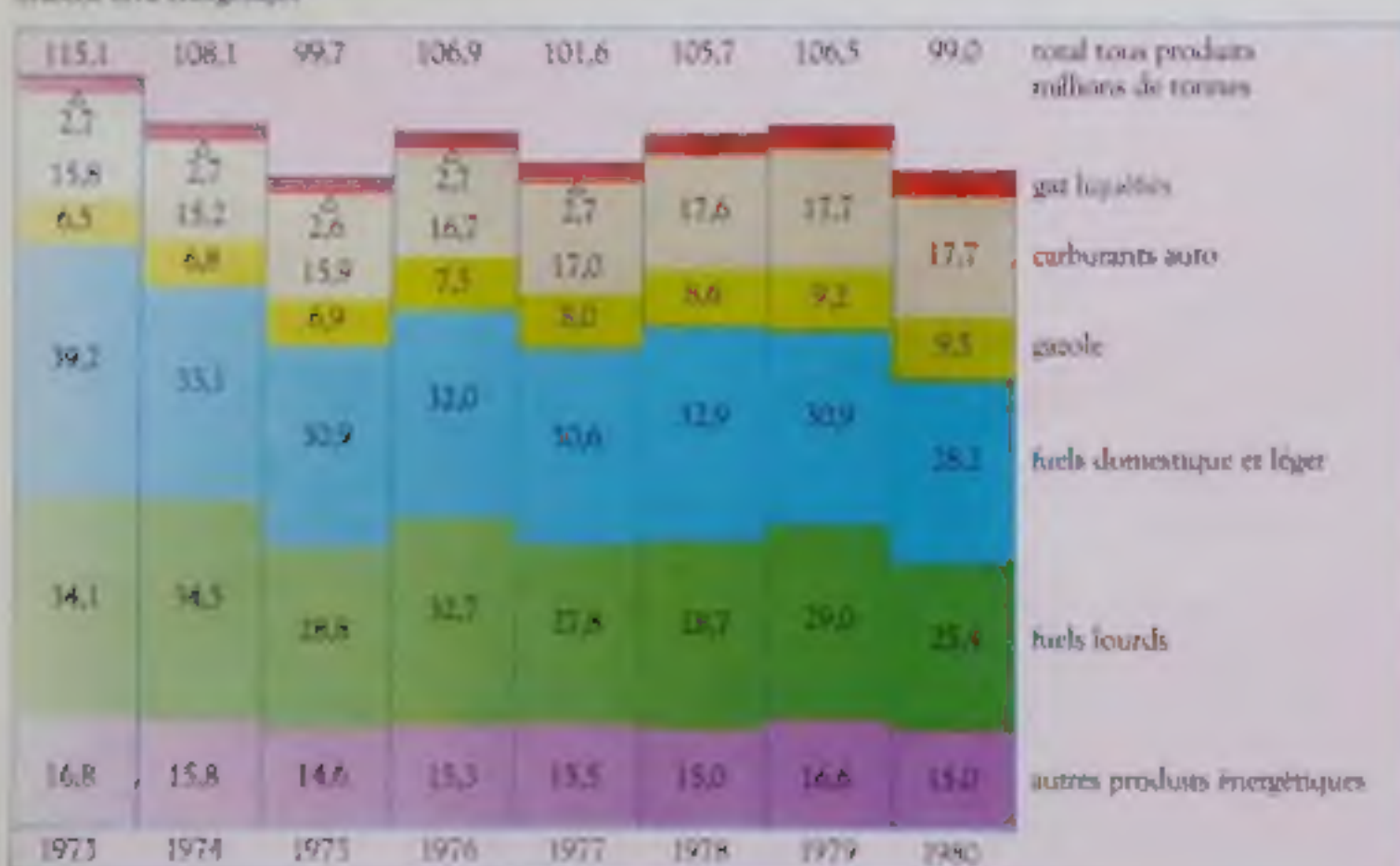
Evolution des besoins d'énergie primaire en France

Marché civil énergétique



Livraisons des principaux produits pétroliers en France

Marché civil énergétique



ment soient actuellement amputées d'un impôt calculé sur une base fiscale artificiellement gonflée. Parce que la dotation à la provision pour fluctuation des cours est loin de compenser l'augmentation de la valeur des stocks, l'Etat prélève 50 % d'une plus-value latente qui peut d'autant moins être réalisée qu'elle porte pour une grande part sur des stocks de réserve obligatoires. Il serait nécessaire, pour respecter les réalités économiques, soit d'admettre en France, comme cela est fait dans de nombreux pays, le système LIFO pour la détermination du bénéfice, soit de rétablir la provision pour fluctuation des cours à son niveau de droit commun et de mettre ainsi fin à la limitation à 69 % introduite en 1975 au détriment de la seule profession pétrolière.

Parallèlement à la baisse de la consommation, la production mondiale de pétrole brut a été de 4 % inférieure à celle de 1979. Cette diminution globale est la résultante d'une contraction de 13 % de la production des pays membres de l'OPEP, partiellement compensée par une hausse de la production des autres pays. En 1980, les pays hors OPEP ont produit 56 % de la production mondiale de pétrole (contre 52 % en 1979). La France, dont la contribution reste modeste, a néanmoins accru sa production.

La production d'Esso REP a atteint 871 700 tonnes, en hausse de 21 % par rapport à 1979. Malgré l'augmentation de la pression fiscale, les dépenses d'exploration et de production se sont élevées à 298 MF, soit un doublement par rapport à 1979.

Votre société intensifiera encore ses efforts dans les domaines de l'exploration, de la production et du traitement des hydrocarbures. Elle souhaite étendre ses activités dans le cadre des objectifs énergétiques du gouvernement. Elle dispose, par elle-même et au sein du groupe Exxon, des ressources humaines et techniques lui permettant d'opérer les mutations nécessaires pour s'adapter aux marchés des années 80, et continuer à contribuer à l'approvisionnement énergétique et au développement économique du pays, comme elle l'a fait dans le passé.

Il faut cependant souligner à nouveau que cette stratégie d'adaptation ne sera possible que si les ressources financières permettant sa mise en œuvre peuvent être trouvées, ce qui implique une rémunération suffisante des capitaux investis par les actionnaires. La vérité des prix des produits pétroliers – qui passera par l'abandon de la politique de contrôle des prix actuellement suivie – en est une condition nécessaire, et pourra seule permettre d'effectuer les investissements garantissant l'avenir de l'approvisionnement de la France.

Il est indispensable que ces réalités économiques qui concernent les épargnants et les salariés tout autant que les industriels soient reconnues par les pouvoirs publics.



Une barge de forage de conception nouvelle a été mise en service par Esso REP sur le lac de Parentis. Cette unité de 1 700 t, assemblée le long des plateformes existantes, permettra de forer en déviation une trentaine de nouveaux puits et d'accroître la production de pétrole brut sans créer d'installations supplémentaires sur le lac.

PERSPECTIVES ÉNERGÉTIQUES MONDIALES

Tout être en mesure de faire face aux besoins futurs en quantité et en qualité. Exxon réalise périodiquement des études prospectives sur l'évolution de la demande énergétique mondiale. Ces perspectives sont basées sur une série d'hypothèses dont les plus importantes concernent la croissance économique et le prix de l'énergie. Les perspectives d'Exxon peuvent être résumées de la façon suivante :

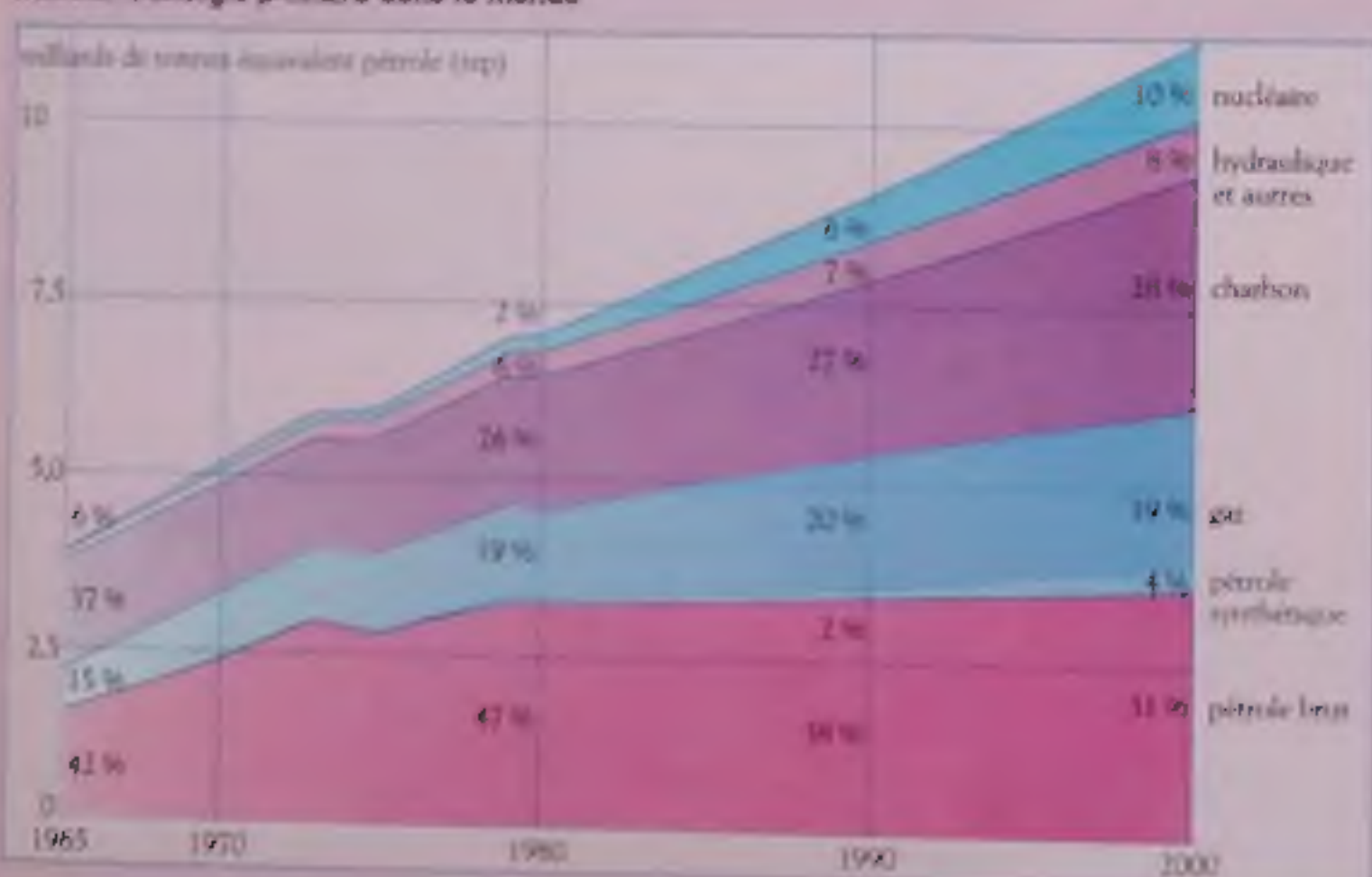
Ceci ne pourra être réalisé qu'au prix d'efforts considérables, économisant deux fois la production du Moyen-Orient en 1980.

- Un prix élevé du pétrole - trop élevé au regard de son coût de production et de celui des énergies concurrentes - comme le désir des pays producteurs de limiter le rythme de la production, vont provoquer au cours des deux décennies à venir un gigantesque redéploiement énergétique. Redéploiement déjà amorcé avec le développement du nucléaire, le renouvel du charbon, et, à terme plus éloigné, le développement des énergies nouvelles.

- A cause de son prix élevé, le pétrole sera de moins en moins utilisé comme combustible industriel, son usage étant de plus en plus réservé aux carburants, bases pétrochimiques, lubrifiants et spécialités. En volume, la production annuelle ne devrait qu'augmenter faiblement au cours des vingt ans à venir, au-delà du niveau actuel de 3,1 milliards de tonnes/an. Comparée à la période d'avant 1973 où le pétrole croissait à raison de 7 à 8 % par an, la rupture est nette.

- Mais la tâche à accomplir reste considérable car malgré cette stabilisation, la production cumulée d'ici à la fin de ce siècle devra être du même ordre que celle réalisée depuis l'origine, soit environ 60 milliards de tonnes. Malgré un recul relatif, le pétrole, avec 31 % du bilan énergétique mondial de l'an 2000, restera la source principale d'énergie. Avec le gaz naturel pour 19 % et les pétroles synthétiques pour 4 %, les hydrocarbures assureront plus de la moitié des besoins en énergie. C'est donc combien il est impératif que les sociétés pétrolières soient à même de réaliser les énormes investissements nécessaires pour trouver et exploiter de nouveaux gisements et adapter les raffineries à une demande de plus en plus légère. Les hydrocarbures resteront donc, longtemps encore, une énergie indispensable au développement économique et social du monde.

Besoins d'énergie primaire dans le monde



Activités de la société et de ses filiales

EXPLORATION ET PRODUCTION ESSO REP

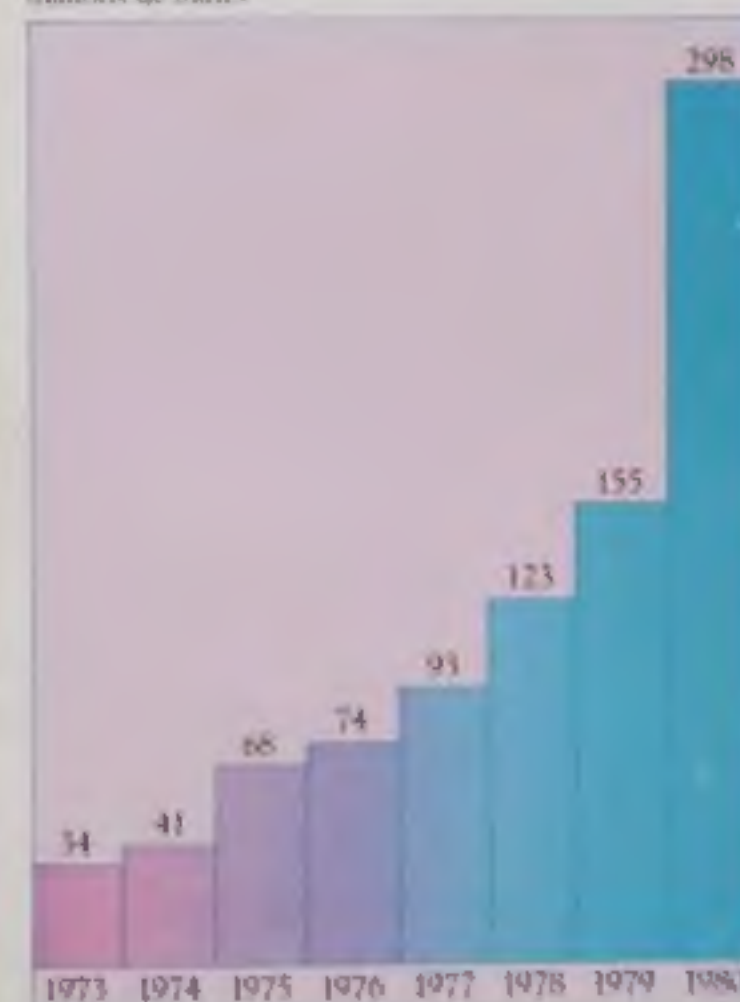
1980 a été pour Esso REP une année d'intense activité, caractérisée par l'accroissement considérable des programmes d'exploration et de développement, et par l'augmentation de la production de pétrole brut.

Doublement des investissements d'exploration et de production

Esso REP a participé sur terre et en mer à des recherches géophysiques représentant plus de trois années/équipe de travail; elle a exécuté ou financé 12 forages d'exploration, 7 puits de reconnaissance et un de développement sur le champ de Vic-Bilh et 14 nouveaux puits sur les gisements des Landes.

Dépenses annuelles d'exploration et de développement en France

millions de francs



Les investissements de recherches et de production ont atteint 298 millions de francs dont la moitié pour l'exploration.

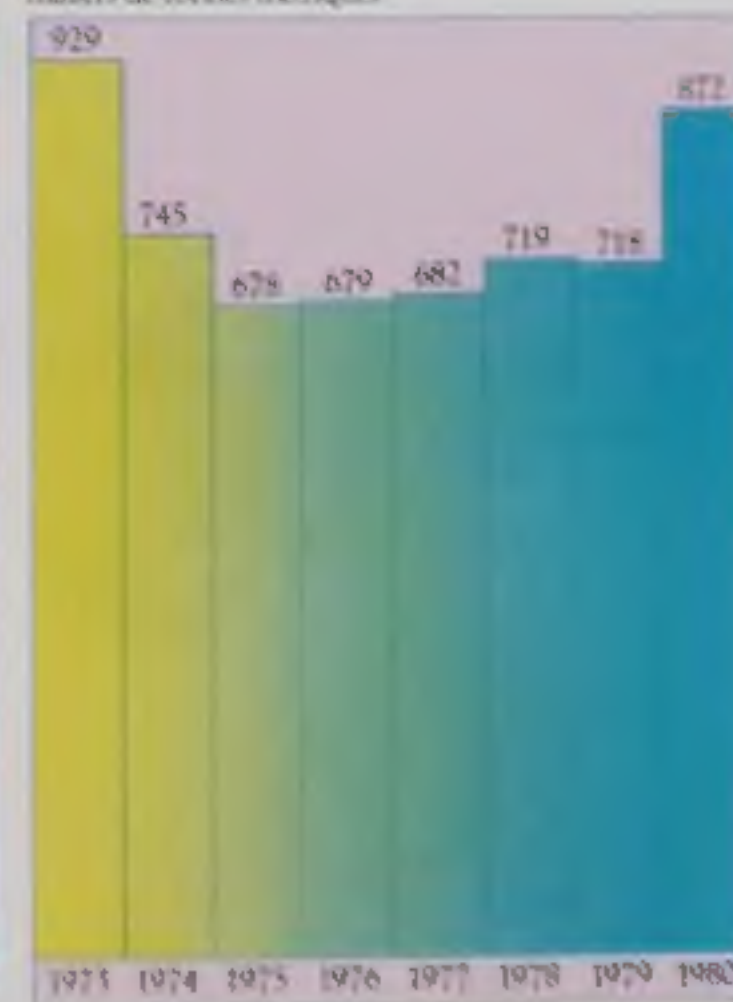
Augmentation de la production et "nouveau pétrole"

La production d'Esso REP a atteint 871 700 tonnes de pétrole, en augmentation de 21 % par rapport à 1979. La mise en exploitation de l'extension nord-ouest du gisement de Lugos contribue dès cette année de façon significative à cette progression.

La production provient pour l'essentiel des champs des Landes. Par rapport aux prévisions de 1974, la moitié de la production de ces champs est constituée de "nouveau pétrole" c'est-à-dire de brut obtenu grâce à la multiplication des forages et à l'amélioration des méthodes de récupération; les investissements de développement et de production en 1980 ont représenté un quadruplement des dépenses de même nature engagées l'année précédente.

Production de pétrole brut et de condensats

milliers de tonnes métriques





Géophysique classique et de grande reconnaissance

Esso REP a participé, au titre du Plan Hydrocarbures Français, à des campagnes de grande reconnaissance géophysique en Jura-Bresse et dans l'Atlantique et a effectué pour son propre compte, un relevé sismique détaillé d'une large partie de la Méditerranée profonde.

De façon plus classique, la société est essentiellement intervenue dans la partie méridionale de l'Aquitaine et dans le Bassin Parisien sur le nouveau permis de Coulommiers-Troyes et sur des permis en association.

Forages d'exploration : résultats encourageants

Dans le Bassin Parisien, les cinq forages achevés sur les permis en association ont donné des indices de pétrole dont l'intérêt devra être évalué par de nouveaux forages. Sur la structure de Donnemarie, le puits N° 1 a été mis en production à partir des niveaux Rhétien et Trias au rythme régulier de 18 m³/jour; un deuxième puits était en cours en fin d'année. Ces résultats justifient dans cette région la relance de l'exploration à laquelle Esso REP a fortement contribué.

En Aquitaine, les travaux de reconnaissance du gisement de Vic-Bilh ont permis de porter la capacité potentielle du champ à 1000 m³ par jour. Les coefficients d'attribution des produits extraits, fixés provisoirement à 22 % pour Esso REP et 78 % pour SNEA(P), seront revus en fonction de l'évolution des informations sur la répartition relativement complexe des réservoirs producteurs.

Près d'Oloron-Sainte-Marie, les préparatifs pour la mise en exploitation du puits à gaz de Saucède ont été poursuivis; les mesures de pression de fond enregistrées dans le courant de l'année conduisent à admettre l'existence de faibles réserves, de l'ordre de 100 millions de mètres cube de gaz.

Enfin en mer d'Irlande, les puits de Travank et Kulzenn ont été abandonnés. En dépit de l'absence de résultats sur les huit puits forés à ce jour, le Consortium, titulaire de droits d'exploration en Manche Occidentale, envisage de poursuivre ses travaux au cours des années à venir sur des permis d'une superficie réduite de moitié.

Poursuite de la croissance

En 1981, les investissements continueront à augmenter et la production dépassera les niveaux atteints en 1980, du fait des travaux sur les champs landais et des récentes découvertes. Ceci implique un effort particulier de recrutement et de formation des hommes; ainsi depuis 1977 l'équipe technique s'est accrue d'un tiers et pour la seule année 1980, 42 personnes ont été embauchées.



En haut : A Vix Till, dans les Flandres-Atlantiques, Esso REP a réalisé trois des huit puits forés en 1980 pour évaluer l'importance du gisement qui a été effectivement mis en production au cours de l'année.

En bas : Sur le plateau de Lannemezan en Haute-Garonne le forage de Saucède 1 a atteint 5 118 m en 80 jours. Ce record illustre l'efficacité des techniques utilisées par Esso REP et le soin apporté à la préparation des travaux. La profondeur de l'objectif avait conduit Esso REP à prendre des dispositions particulières de sécurité comprenant notamment l'utilisation d'un bloc d'isolation du puits, capable de résister à de fortes augmentations de pression.

En haut : Une campagne de sismique en trois dimensions, la première de ce genre en Europe, a été réalisée par Esso REP sur le lac de Faram, au cours du printemps 1980. Cette nouvelle technique géophysique permet une représentation en volume de la structure géologique du réservoir. Grâce à la connaissance plus fine du gisement, acquise ainsi par Esso REP, de nouveaux forages seront implantés dans les zones identifiées comme propices d'hydrocarbures et sera encore élargies parce que trop éloignées des puits existants.

En bas : Sur le permis de Coulommiers-Troyes, des travaux géophysiques ont été réalisés par vibrosismique. Cette technique est utilisée de préférence à la sismique conventionnelle pour mettre en évidence des structures relativement peu profondes. Le vibrosismique présente l'avantage d'une plus grande rapidité, sans perturbation de l'environnement.

ACTIVITÉS LOGISTIQUES ET INDUSTRIELLES

L'année 1980 a été marquée par les efforts faits pour tirer le meilleur parti d'une matière première toujours plus chère.

Le torçage de pétrole brut traité a été de 13,6 Mt, en baisse de 11,5 % par rapport à 1979. Il faut ajouter à ce chiffre 1,4 Mt de produits importés qui ont subi un complément de traitement dans les raffineries.

Les importations ont été de 1,2 Mt de produits fins et les exportations de 1,3 Mt de produits fins et semi-fins dont 106 000 tonnes de lubrifiants.

Les dépenses d'investissement - F 332 millions - ont eu pour objectifs principaux :

Une réduction de l'énergie consommée en raffinerie :

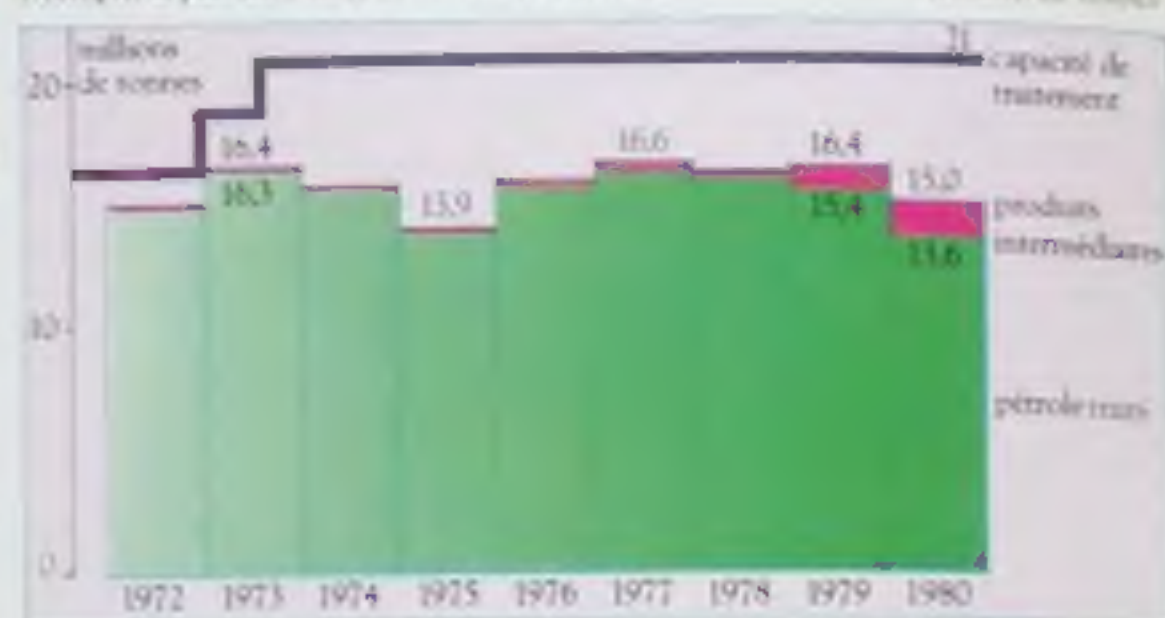
En comparaison avec les conditions de 1973, 365.000 tonnes d'équivalent fuel lourd, représentant près de F 300 millions, ont été ainsi économisées.



A Fos-sur-Mer, réintégration des colonnes des gaz d'échappement de la raffinerie à part de la centrale de production d'électricité. La mise en place d'équipements de ce type a permis d'obtenir de 30 % la consommation des raffineries Esso par rapport à 1973, à activité de traitement comparable.

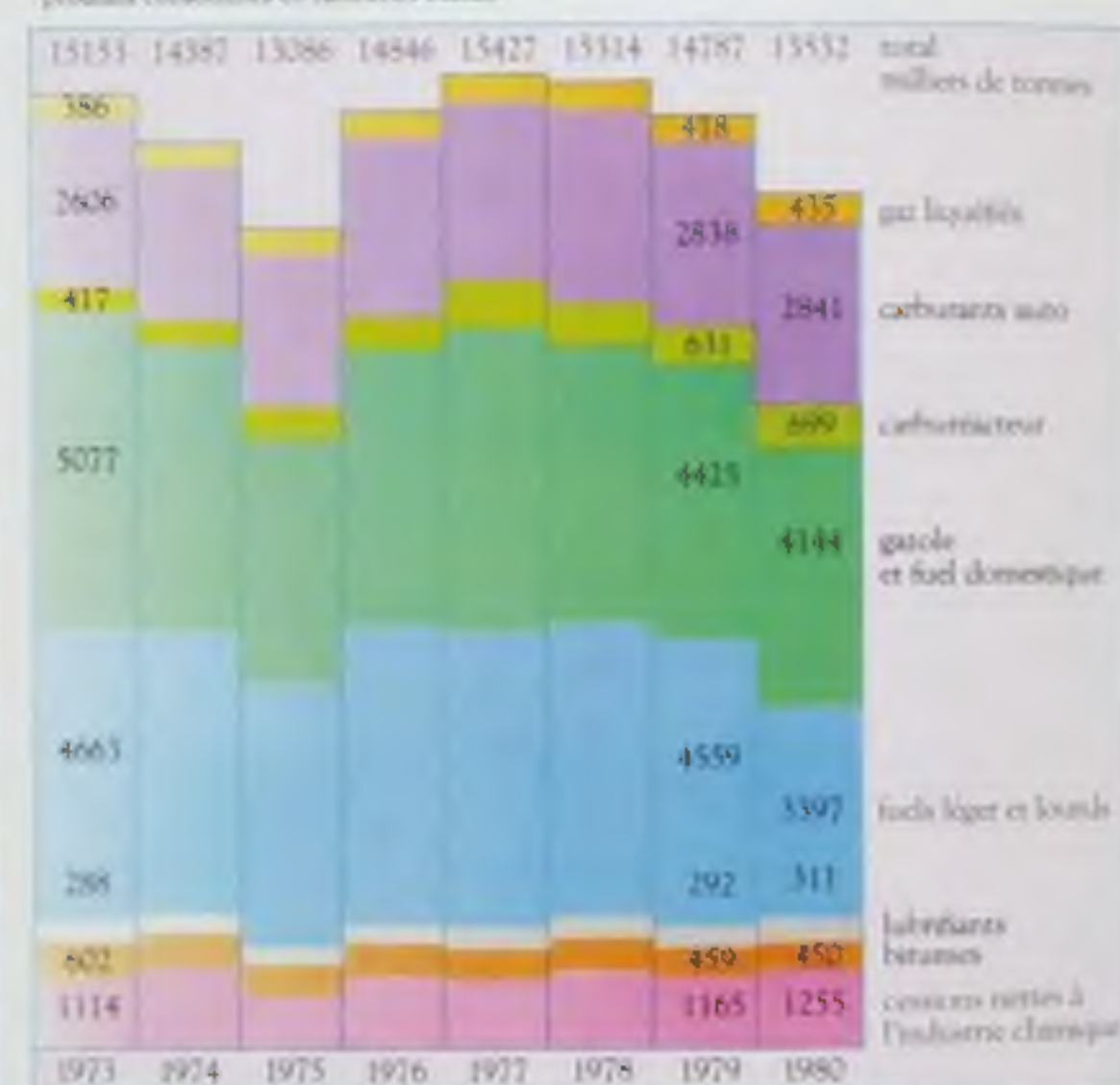
Activité des raffineries Esso S.A.F.

y compris la part Esso dans la raffinerie de Lorraine



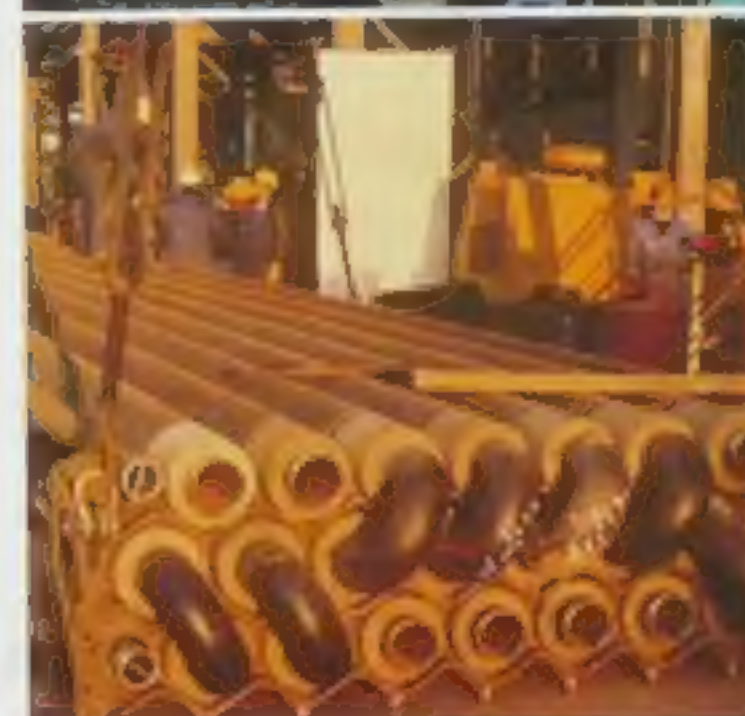
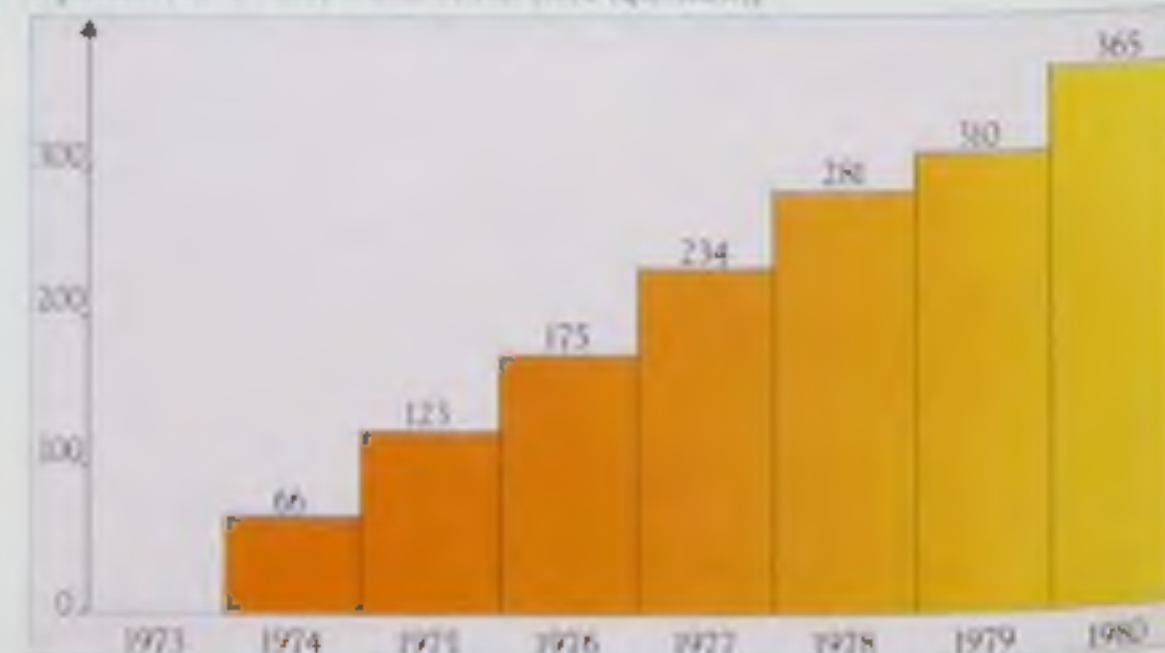
Production des raffineries Esso S.A.F.

y compris la part Esso dans la raffinerie de Lorraine
produits consommés en raffineries exclues



Economies annuelles d'énergie réalisées en raffineries depuis 1973

exprimées en millions de tonnes de fuel (base équivalence)



A gauche : Plusieurs unités des raffineries de Fos-Bouca et Fos-sur-Mer ont été l'objet d'une inspection soignée, c'est-à-dire d'une révision globale au cours de laquelle sont effectuées les tâches essentielles au bon fonctionnement des installations. Ces unités sont également mises à profit pour mettre en place : récupérateurs de chaleur, échangeurs thermiques et autres équipements qui réduisent la consommation d'énergie. Grâce à tous les efforts entrepris, les économies de combustibles, cumulées de 1974 à 1980, ont atteint plus de 15 millions de tonnes pour l'ensemble des raffineries Esso en France.

A droite : La nouvelle unité de déparaffinage des huiles de la raffinerie de Fos-Bouca a été mise en service au cours des premiers mois de l'année 1980. Le contrôle de la marche de cette unité et celle des autres installations de production d'huiles est assuré par ordinateur à partir d'une salle de contrôle centralisée. Une partie importante de la capacité de production (352 000 tonnes/an au total) est destinée à l'exportation. La nouvelle unité met en œuvre le procédé Exxon, le plus performant et le plus économique en énergie.

Une meilleure valorisation du pétrole brut :

En particulier, à la raffinerie de Port-Jérôme, une nouvelle unité de déparaffinage des huiles a été mise en service en juillet 1980 :

- l'unité d'extraction, qui constitue un maillon important de la chaîne de raffinage des huiles, a subi d'importantes modifications (remplacement du phénol par un nouveau solvant, accroissement de capacité, amélioration du rendement thermique) ;

- enfin, le contrôle centralisé par ordinateur de toutes les unités d'huiles sera achevé au printemps 1981.

Une amélioration de la qualité des produits :

Alors que la deuxième unité de désulfuration des distillats de la raffinerie de Fos était mise en service au 1^{er} trimestre 1980, des travaux étaient entrepris dans la raffinerie de Bordeaux pour y construire une installation du même type.

Les moyens de transport

Pour répondre aux besoins de transport de produits noirs, Esso S.A.F. a acquis un caboteur de 22 000 tonnes de port en lourd. En revanche, l'Esso-Paris a été retiré de la flotte : le marisme du marché des frêts pétroliers le pénalisait plus que les sept autres long-courriers, en raison de la faiblesse relative de son tonnage (190 000 tpi).

Pétrole brut traité dans les raffineries Esso en 1980.

Origine	millions de tonnes	%
France	0,87	6,4
Afrique	0,40	2,9
Moyen-Orient	11,58	85,1
Mer du Nord	0,13	1,0
Venezuela et Mexique	0,08	0,6
Oural	0,54	4,0
Total	13,60	100,0

p. 12

En haut : Une nouvelle unité de désulfuration des distillats a été mise en service à la raffinerie Esso de Fos-Mer. D'un coût global de 200 millions de francs, elle contribue à une meilleure adaptation de l'outil de raffinage Esso aux nouvelles spécifications de qualité.

À gauche : Photographie par Yves Carreau, journaliste du "Télégramme de Brest" qui va être publiée à bord, l'Esso-Provence remonte à pleine charge le rail d'Ouessant en direction d'Antifer.

En bas : L'Esso-Port-Jérôme, caboteur de 22 000 t qui a rejoint la flotte d'Esso S.A.F. à l'automne 80, assure le transport de produits pétroliers entre les trois raffineries ultramarines d'Esso S.A.F. et augmente ainsi la flexibilité de l'outil de raffinage de la Société.

p. 13

La 2^e première photo : Le Centre de Recherche Esso de Mont-Saint-Aignan a mis au point un nouveau procédé de purification des acides sulfoniques, traités au laboratoire semi-industriel de Port-Jérôme et industriellement développé par Esso Chimie.

La 3^e photo : Dans le domaine des bitumes, après la mise au point et le développement de la technologie originale Esso pour la conception des chaussées, la Laboratoire de Mont-Saint-Aignan a poursuivi ses recherches sur de nouvelles applications, qui ont mené des applications sur différents chantiers.

En bas : Mesure de viscosité à une rotation de 1000 d'une huile isolante : expérience menée pour la mise au point d'une nouvelle gamme d'huiles isolantes développées industriellement et commercialisées par Esso.



RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

En 1980, le Centre de Recherche de Mont-Saint-Aignan a consacré F 47 millions à la recherche, pour les besoins d'Esso en France ainsi que dans le cadre des programmes de recherche du groupe Exxon. Quinze brevets ont été déposés. Les études ont porté principalement sur l'adaptation des procédés de raffinage à de nouveaux pétroles bruts, sur l'amélioration de la qualité des produits et le développement de leurs utilisations, les économies d'énergie, la protection de l'environnement et l'hygiène industrielle.

Une nouvelle gamme d'huiles isolantes a été développée industriellement et commercialisée. Les recherches dans ce domaine ont abouti à la mise au point d'un procédé intéressant de production d'huiles très stables à l'oxydation. De nouvelles huiles de laminage ont été formulées, ainsi qu'une nouvelle graisse à usages multiples pour l'automobile et l'industrie.

Les études fondamentales sur la rhéologie des lubrifiants ont révélé de nouvelles voies prometteuses pour formuler des lubrifiants offrant d'excellentes performances anti-usure et économisant l'énergie.

Les études dans le domaine des bitumes routiers et industriels ont été poursuivies, dans le but d'une part d'économiser au maximum les distillats mieux valorisés sur d'autres marchés et d'autre part d'utiliser de nouveaux bruts pour leur fabrication. Une première production industrielle de chapes d'étanchéité résistantes pour toitures, à base d'un bitume amélioré, a été réalisée avec succès en Allemagne.

Des études concernant les catalyseurs et les conditions de désulfuration des gazoles et fuels domestiques ont été effectuées. Des règles pratiques ont été établies pour assurer la compatibilité des mélanges de fuels lourds issus de divers procédés de raffinage.

Le procédé de purification des acides sulfoniques de synthèse a été amélioré et appliqué industriellement à l'Usine Esso Chimie de Notre-Dame de Gravenchon. Il entraîne des économies importantes et résout des problèmes d'environnement.

La technique de biodégradation des résidus pétroliers a fait l'objet d'essais pratiques en raffinerie.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Alors que la demande de produits pétroliers en France baissait de 7 millions de tonnes, Esso S.A.F. a essentiellement maintenu ses positions sur les marchés des différents produits, à l'exception de celui des carburants, où une politique sélective a été suivie.

En raison de la bonne marche des trois centrales qu'elle approvisionne, Esso S.A.F. a accru sa position sur le marché du fuel lourd livré à l'EDF, alors même que ce marché enregistrait un très net recul (-17 %).

L'approvisionnement en fuels lourds a été tendu en 1980; les importations ont représenté 25 % de la production nationale. Pendant les trois premiers trimestres de l'année 1980, votre société a pu maintenir les prix moyens de ces produits (qui sont libres alors que ceux des autres grands produits restent encore contrôlés) aux niveaux atteints à la fin de 1979. Ces prix moyens représentent, en fait, des variations saisonnières importantes : les prix réels ont été baissés plusieurs fois pour faire bénéficier la clientèle des améliorations temporaires des conditions d'approvisionnement; au quatrième trimestre, les prix ont été relevés pour tenir compte des coûts accrus d'approvisionnement, les prix pratiqués par Esso restant cependant inférieurs aux coûts des importations des plus gros clients de la société. L'écart ainsi constaté serait encore plus important si l'on tenait compte des conditions de crédit.

L'activité lubrifiants s'est développée au même rythme que le marché. Compte-tenu des niveaux de prix des huiles diesel et industrielles, une attitude sélective a été adoptée pour ces produits, comme pour les carburants.

Esso S.A.F. a par ailleurs maintenu sa position dans les domaines des graisses et des bitumes. A la fin de l'année, votre société a vendu sa participation de 45 % dans la société de travaux routiers Viafrance à l'industriel majoritaire, la société Camperion-Bernard. Esso S.A.F. continuera néanmoins comme par le passé, à approvisionner Viafrance en bitumes.

La politique de restructuration du réseau de stations-service a été poursuivie. Parallèlement, une nouvelle organisation des ventes a été mise en place avec succès : les activités relatives à l'ensemble des revendeurs, détaillants et grossistes d'une part, celles relatives aux clients directs d'autre part, sont désormais regroupées au sein de deux entités distinctes.

Cette réorganisation souligne le souci de votre société de maintenir les meilleures relations possibles avec ses clients. Néanmoins,



P. 14 En haut : Dans le réseau de stations-service Esso, dont la modernisation est activement poursuivie, l'accent est mis sur l'importance de l'accueil du client et les multiples services et produits disponibles, notamment dans les Esso Shops. En bas : Mise en service de camions de livraison subventionnés et dotés de détecteurs d'incendie pour des économies d'énergie.

P. 15 En haut : Sur l'aéroport d'Orly, des observateurs plus ou moins expérimentés scrutent les avions de ligne. Au milieu : Aux 24 Heures du Mans, une voiture Esso WM équipée d'une caméra électronique a remporté pour la première fois au monde en direct à la télévision, des images de la course. Malgré la charge supplémentaire représentée par le poids de cet équipement, la voiture Esso WM a assuré la vitesse la plus élevée sur le circuit et a terminé l'épreuve à un rang honorable. En bas : Pléiade par Jean-Luc Thérier et Michel Vial, la Porsche 917 5 ans condamnée Esso a remporté le 24^e Tour de Corse, au terme d'un circuit très difficile.

Ventes totales d'Esso S.A.F.
(correspondant au chiffre d'affaires commercial)

	1978		1979		1980	
	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%
gaz liquéfiés	480	3,1	490	3,2	508	3,6
carburants auto	2 999	19,4	2 852	18,7	2 715	19,5
pétrole, essence aviation et carburateurs	623	4,1	658	4,3	647	4,6
gazole	1 405	9,1	1 421	9,3	1 214	8,6
fuel domestique	3 896	25,3	3 799	24,9	3 504	24,9
fuels léger et lourd	5 054	32,8	5 100	33,5	4 561	32,4
lubrifiants	372	2,4	353	2,3	388	2,8
bitumes et émulsions	591	3,8	575	3,8	543	3,8
total	15 412	100,0	15 248	100,0	14 080	100,0
autres produits (essentiellement produits de base vendus à l'industrie chimique)	1 905		1 849		1 800	

l'accroissement considérable de la valeur des crédits accordés à la clientèle et la forte augmentation des créances irrécouvrables a rendu nécessaire l'exercice d'un contrôle plus rigoureux des conditions de paiement.

RELATIONS HUMAINES

Comme les années précédentes l'embauche des jeunes est le fait marquant de la politique sociale d'Esso en 1980. Ces jeunes qui représentent 169 personnes dont 41 ingénieurs viennent s'ajouter aux 42 personnes recrutées par Esso REP.

Dans le domaine des salaires, deux types de mesures ont permis à chaque membre du personnel de bénéficier du maintien du pouvoir d'achat et, pour nombre d'entre-eux, d'une amélioration de ce pouvoir d'achat. En effet, d'une part, l'application de l'accord salarial pour l'industrie pétrolière s'est traduite par une augmentation générale cumulée des salaires de 13,8 %;

d'autre part, plus de la moitié du personnel a bénéficié de la poursuite de la politique d'augmentations individuelles.

Par ailleurs, un accord de groupe concernant les sociétés Esso S.A.F. et Esso REP, fixant les



modalités de calcul de l'intéressement du personnel aux résultats de ces sociétés pour les années 1979 et 1980, a été signé le 21 janvier 1980 avec les organisations syndicales.

L'application de cet accord a conduit, au titre des résultats fiscaux de l'année 1980, à une distribution de M.F. 38,5, soit une moyenne de F 7 520, par employé.

Dans le domaine de l'amélioration des conditions de travail et dans le cadre d'une étude générale sur l'aménagement du temps de travail, des mesures particulières ont été prises pour permettre aux mères de jeunes enfants de disposer, sous certaines conditions, d'une ou deux demi-journées par semaine afin de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale.

En 1980, les deux objectifs prioritaires de la formation ont été l'intégration et la formation professionnelle des jeunes engagés et la formation humaine et sociale s'adressant à toutes les catégories du personnel et destinée à améliorer les communications dans l'entreprise. Pour réaliser ces objectifs, Esso a dépensé 2,9 % de la masse salariale, soit F 17,1 millions.

Enfin, la mise en œuvre de programmes destinés à éliminer les causes d'accidents corporels, a permis d'atteindre un taux de fréquence des accidents du travail, qui classe Esso S.A.F. parmi les meilleures sociétés françaises dans le domaine de la sécurité. Ce taux peut et doit cependant être encore amélioré et d'importants programmes d'actions ont été mis en œuvre en 1981 pour obtenir cette amélioration.

	1978	1979	1980
Effectifs			
au 31 décembre	4598	4607	4510
Engagements	214	196	169
Promotions internes	528	560	507

Salaires*

■ augmentation de la rémunération moyenne pour le personnel en place durant toute l'année	%	11,9	14,6	16,8
sur l'effectif total	%	9,7	11,8	14,3
● augmentation du coût de la vie	%	9,7	11,8	13,6

Intéressement			
en % des salaires	1,1	6,9	6,3

Activités de formation			
■ en % des salaires	2,7	3,0	2,9
● en % du temps de travail	2,7	2,5	2,1

Accidents de travail			
■ nombre par million d'heures travaillées	3,6	2,3	2,9

* Evolution de décembre à décembre.

FILIALES

Outre sa principale filiale Esso REP, Esso S.A.F. possède une participation de plus de 50 % dans les sociétés suivantes :

- La Société Immobilière Paris-Niel, propriétaire de terrains et de stations-service;
- L'Office Privé d'Assurances et de Courtages qui négocie et gère les polices d'assurances des sociétés du groupe Esso en France;
- La Société d'Exploitation du Parking de la Place d'Anvers et la Société d'Exploitation de Parkings à Saint-Enne, concessionnaires de parkings publics;
- La Société Worex Distribution et la Société Laheye, sociétés de distribution de combustibles liquides et solides;
- La Société Commerciale des Fauvelles, qui possède des participations dans plusieurs sociétés de distribution de combustibles liquides et solides;
- La Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales qui assure la gestion de cartes de crédit et de checkers-route;
- La Société Hôtelière de la Petite Campagne, qui exploite un immeuble destiné au logement du personnel de la raffinerie de Port-Jérôme.

Les renseignements concernant les activités de ces filiales figurent à la suite de ce rapport.

ASPECTS FINANCIERS

Les recettes totales hors taxes et hors dividende reçu d'Esso REP se sont élevées à F 29 820 millions dont F 20 215 millions de chiffre d'affaires commercial hors taxes, F 9 425 millions d'autres recettes, y compris les transactions compensées, et F 180 millions de produits financiers et accessoires.

Les charges d'exploitation ont atteint F 29 301 millions; elles comprennent F 477 millions de dotation aux amortissements dont F 58 millions sur l'écart de réévaluation des immobilisations amortissables. Une provision de F 63 millions a été constituée pour constater la charge de la société au titre de la garantie de ressources temporaires accordée au personnel qui a cessé ses activités au cours de l'année 1980. A noter également que les frais financiers bruts passent de F 174 millions en 1979 à F 379 millions en

1980, à la suite de la forte hausse des taux d'intérêt et de l'endettement financier.

Le résultat d'exploitation s'élève à F 1 748 millions dont F 1 617 millions sont dus à l'augmentation de valeur des stocks à volume constant. Par suite du plafonnement de la provision pour fluctuation des cours des matières premières (PFC) à 69 % de son niveau de droit commun, cette provision n'a pu être dotée qu'à hauteur de F 1 283 millions. Face à cette situation, le Conseil d'Administration a jugé raisonnable de constituer une provision complémentaire, non déductible fiscalement, de F 100 millions.

L'impôt sur les sociétés est de F 240 millions; ce niveau élevé est dû au fait qu'une part importante du profit sur stocks non disponible a été taxée, conséquence directe de la règle qui, depuis 1975, pénalise les sociétés pétrolières en réduisant arbitrairement, et pour elles seules, le plafond de la PFC.

Le résultat propre aux activités d'Esso S.A.F. est donc de F 125 millions. Le résultat net global avec le dividende reçu d'Esso REP (F 141 millions) est de F 266 millions.

Les besoins totaux de financement ont été de F 2 350 millions constitués par :

- les dépenses d'investissement pour F 514 millions,
- l'augmentation des valeurs réalisables et disponibles de F 464 millions,
- l'augmentation de la valeur des stocks de F 1 229 millions, différence entre F 1 617 millions d'effet prix à volume constant et F 388 millions résultant d'une baisse de volume des stocks,
- et le dividende payé en 1980 de F 143 millions.

Ces besoins ont été financés par :

- la marge brute d'autofinancement de F 2 159 millions,
- des ressources diverses de F 21 millions provenant essentiellement de retraits d'immobilisations et autres valeurs immobilisées.

L'excédent des besoins sur les ressources a été financé par une augmentation nette des dettes de F 170 millions s'analysant ainsi :

- une augmentation de F 710 millions des dettes financières qui atteignent F 3 133 millions à fin 1980;
 - une baisse de F 540 millions des autres dettes, liée aux diminutions :
 - du solde à payer de l'impôt sur les sociétés,
 - du crédit commercial résultant d'une réduction conjoncturelle des approvisionnements en brut en fin d'année.
- L'endettement total atteint F 5 231 millions à fin 1980, contre F 5 061 millions à fin 1979.

RÉSULTATS

Les comptes de résultats et le bilan, établis au 31 décembre 1980, vous sont présentés en annexe. Ils font apparaître un bénéfice de F 266,0 millions auquel s'ajoute le report à nouveau de l'exercice précédent, F 47,8 millions.

Total disponible	F 313,8 millions
Il vous sera proposé de leur donner l'affectation suivante :	
- réserve spéciale des plus-values à long terme	F 2,4 millions
- dividende	F 238,4 millions
- report à nouveau	F 73,0 millions
Total	F 313,8 millions

Pour chacune des 11 917 960 actions de F 50 de nominal, le dividende net ressort à F 20,00 auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) F 10,00 soit un revenu global de F 30,00.

Conformément aux dispositions légales, nous vous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende net par action	Avoir fiscal	Revenu global
1977	11 917 960	4,90	2,45	7,35
1978	11 917 960	6,00	3,00	9,00
1979	11 917 960	12,00	6,00	18,00

Le mandat des administrateurs venant à expiration chaque année, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire, nous vous demandons de bien vouloir leur donner quitus de leur gestion pour l'exercice 1980, puis de procéder aux élections au Conseil d'Administration.

Celui-ci va se trouver privé de la collaboration de MM. Francis Fabre et Jean Forgeot qui nous ont fait part de leur intention de ne pas solliciter le renouvellement de leur mandat. L'un et l'autre avaient bien voulu accepter, respectivement en 1958 et en 1960, les fonctions d'administrateurs de votre société. Votre Conseil a hautement apprécié leur très grande expérience des affaires et les avis éclairés dont ils l'ont fait bénéficier. Nous tenons à leur exprimer en votre nom, nos remerciements pour leur précieux concours et nos regrets de les voir quitter le Conseil après tant d'années de fidèle collaboration.

Nous vous proposons d'appeler au Conseil d'Administration de votre Société M. Jean-Louis Pillard, Président-Directeur Général de la Radiotechnique et Président du Conseil d'Administration de Sopad. Les compétences et la vaste expérience acquises par M. Pillard dans différents secteurs industriels et dans les plus hautes instances du C.N.P.F. seront particulièrement utiles à votre Conseil.

Le Conseil d'Administration



organisées sur l'avenir énergétique et les métiers du pétrole pour les étudiants de l'enseignement supérieur et les professeurs chargés d'orientation dans le secondaire.

■ Du matériel audio-visuel et des maquettes sont prêtés pour l'animation d'exposition dans les établissements scolaires.

Aide aux élèves

Avec l'accord du Ministère de l'Éducation et du Secrétariat Général de l'Enseignement Libre, 2 500 conférences sur les techniques et reconstruites pétrolières sont données durant l'année scolaire, dans les lycées et collèges, sur ensemble du territoire national.

L'originalité de la formule réside dans l'absence de toute référence publicitaire et la qualité des conférenciers qui, appartenant au milieu universitaire, sont très proches des préoccupations de leur audience.

En 1979, à l'initiative de l'Entente et des universités européennes, une nouvelle série d'un approfondissement des relations entre l'Europe et l'énergie.

Esso S.A.F. propose à des établissements

hollandais, de se livrer à une recherche sur le thème "le pétrole et l'axe rhénan dans la construction de l'Europe". Le projet comportait une reconnaissance de rec-

teur de Strasbourg, préconisant "l'Europe à l'école".

Trois lycées français, deux allemands et un hollandais choisirent chacun un sujet et une classe française n'hésita pas à poser la question "le pétrole... par quoi faut-il le remplacer?".

L'ambition d'Esso S.A.F.

d'échanges avec la jeunesse et de lui permettre de dépasser les frontières géographiques de la justice pétrolière.

Les travaux d'élèves, coordonnés par les professeurs, durèrent plusieurs mois au cours desquels Esso fournit aide et documentation. Des expositions en présentèrent les résultats dans les établissements participants, et un voyage d'une semaine, organisé en mai 1980 par Esso S.A.F., Esso AG et Esso Nederland BV conduisit les 125 élèves concernés, de Rotterdam à Strasbourg. De visites techniques (Port de Rotterdam, raffinerie de Karlsruhe...) en visites culturelles (parc de Kalkendijk, cathédrale de Cologne...), ils purent prendre la mesure des réalités et compléter leur information. Le point fort de ce voyage fut la réception au Conseil de l'Europe à Strasbourg, en deux hauts fonctionnaires répondaient aux questions des élèves. Dans leurs con-

férences, ils ont pu faire une expérience multinationale "une valeur d'éveil à l'Europe pour ce projet d'Europe".

Le projet de solidarité face à un avenir incertain.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ESSO S.A.F. EN 1980

millions de francs

recettes commerciales	9 000
recettes commerciales comprises transactions compensées	9 000
recettes commerciales comprises transactions compensées et accessoires (hors dividende)	9 000
recettes totales hors taxes et hors dividende Esso R.F.	9 000
charges de l'exercice	4 000
charges y compris transactions compensées	4 000
charges y compris transactions compensées et accessoires (hors dividende)	4 000
charges totales hors taxes et hors dividende Esso R.F.	4 000
résultat de l'exploitation	5 000
augmentation de la valeur des stocks	1 000
résultat du compte d'exploitation avant dividende Esso R.F.	6 000
provision pour fluctuation des cours des matières premières	1 000
provision complémentaire pour renouvellement des stocks	1 000
impôts sur les sociétés	1 000
résultat propre aux activités d'Esso S.A.F.	4 000
dividende reçu d'Esso R.F.	1 000
total	5 000

Les chiffres sont en millions de francs et sont exprimés en francs.

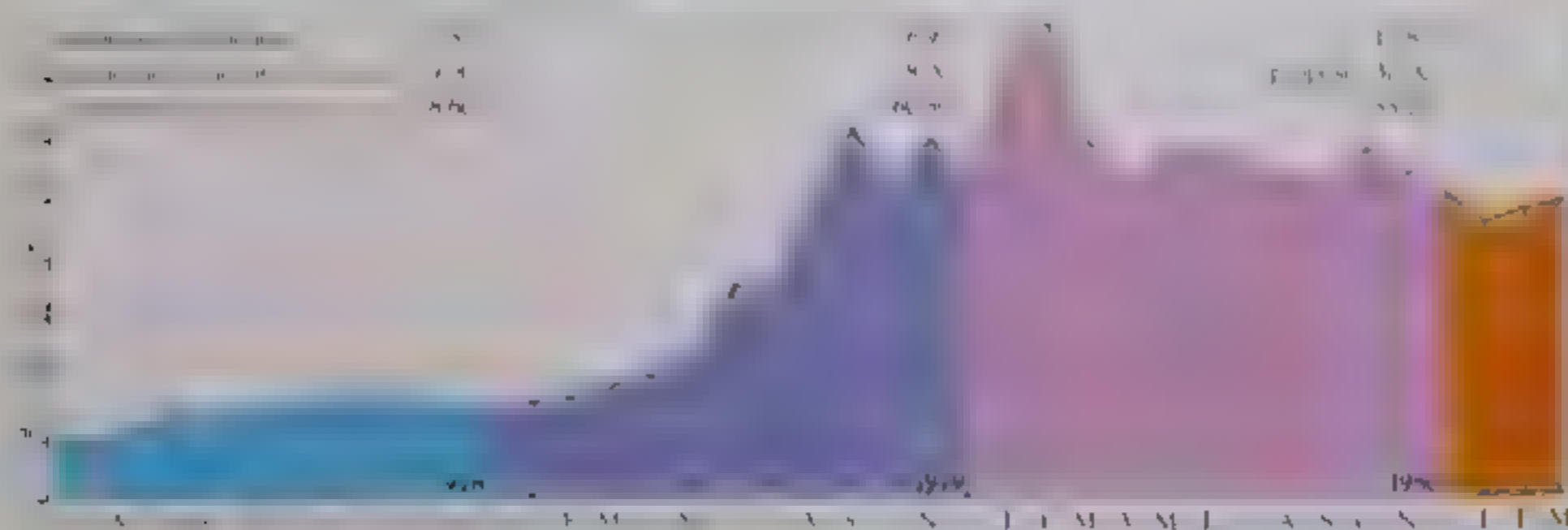
Dépenses d'immobilisations millions de F	1975	1976	1977	1978	1979	1980
raffinage et laboratoires	46,0	38,5	61,8	1 000	1 000	1 000
distribution et transports intérieurs	55,3	57,9	90,4	1 114	1 114	1 114
transports maritimes	192,5	13,6	54,1	1 114	1 114	1 114
administratif	2,1	11,3	1,6	1 114	1 114	1 114
total Esso S.A.F.	296,9	111,3	207,9	3 338	3 338	3 338
G.I.E. Esso-L'Argie* (part Esso S.A.F.)	15	15	15	15	15	15
total	311,9	126,8	222,9	3 503	3 503	3 503

* G.I.E. Esso-L'Argie

ANALYSE FINANCIÈRE ET COEFFICIENTS millions de F

	1976	1977	1978	1979	1980
A immobilisations	+ 224	+ 13	+ 811	+ 6731	+ 723
B amortissements	+ 222	+ 22	+ 22	+ 23	+ 22
C $\frac{A+B}{\text{actif total}}$	+ 0,04	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01
D $\frac{A}{\text{actif total}}$	+ 0,03	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01
E $\frac{B}{\text{actif total}}$	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01
F $\frac{C}{\text{actif total}}$	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01
G $\frac{D}{\text{actif total}}$	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01
H $\frac{E}{\text{actif total}}$	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01
I $\frac{F}{\text{actif total}}$	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01
J $\frac{G}{\text{actif total}}$	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01
K $\frac{H}{\text{actif total}}$	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01
L $\frac{I}{\text{actif total}}$	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01
M $\frac{J}{\text{actif total}}$	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01
N $\frac{K}{\text{actif total}}$	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01
O $\frac{L}{\text{actif total}}$	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01
P $\frac{M}{\text{actif total}}$	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01	+ 0,01
actif total	1,00	0,53	0,74	1,34	1,32
passif total	1,00	0,53	0,74	1,34	1,32
résultats nets	1,42	2,37	3,33	4,19	4,22

Evolution du cours de l'action d'Esso S.A.F.



ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	1978	1979	1980
1. chiffre d'affaires	11 917 960	11 917 960	11 917 960
2. chiffre d'affaires net	11 917 960	11 917 960	11 917 960
3. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
4. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
5. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
6. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
7. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
8. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
9. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
10. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
11. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
12. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
13. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
14. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
15. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
16. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
17. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
18. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
19. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960
20. chiffre d'affaires net après déduction des déductions fiscales, des déductions fiscales et des déductions fiscales	11 917 960	11 917 960	11 917 960

RÉSULTATS FINANCIERS
AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

	1976	1977	1978	1979	1980
1. Situation financière en fin d'exercice					
a) capital social	595 848 000	595 848 000	595 848 000	5	
b) nombre d'actions émises	11 917 960	11 917 960	11 917 960		
c) nombre d'actions détenues par les actionnaires					
2. Résultat global des opérations effectives					
a) résultat global des opérations effectives					
b) résultat global des opérations effectives					
c) résultat global des opérations effectives					
d) résultat global des opérations effectives					
e) résultat global des opérations effectives					
f) résultat global des opérations effectives					
3. Résultat des opérations réduites à une seule action					
a) résultat des opérations réduites à une seule action					
b) résultat des opérations réduites à une seule action					
c) résultat des opérations réduites à une seule action					
d) résultat des opérations réduites à une seule action					
e) résultat des opérations réduites à une seule action					
f) résultat des opérations réduites à une seule action					
4. Personnel					
a) nombre de salariés	404 984 000	440 627 000	492 440 000	540 527	6 219
b) montant de la masse salariale					
c) montant des sommes versées au titre des avantages					

* cours détenus pour 51,55 % par Esso Corp.
 * montant dont la distribution est proposée par le Conseil d'Administration

FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES AU 31/12/80

Société Esso de Recherches et d'Exploitation Pétrolières Esso REP
Capital F 35 100 000 - Participation 88,98 %
Activités : recherches et exploitation de tous gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux.
La production atteint 871 686 t de pétrole brut et 30,6 millions de m³ de gaz en 1980.
Le bénéfice net après impôt sur les sociétés ressort à F 325,2 millions en 1980.

Worex Distribution - WD
Capital F 4 922 900 - Participation 98,52 %
Activités : distribution de combustibles liquides et solides et de matériels thermiques et sanitaires.

En 1980 son chiffre d'affaires h.t. atteint F 1491 millions dont F 1368 millions correspondant à des ventes de produits pétroliers.

Labeye et Cie
Capital F 3 316 100 - Participation 77,62 %
Activités : distribution de combustibles liquides et solides.
Pour le dernier exercice, son chiffre d'affaires h.t. a atteint 143,1 millions.

Office Privé d'Assurances et de Courtages O.P.A.C.
Capital F 200 000 - Participation 98,50 %
Activités : négociation et gestion de contrats d'assurances garantissant les risques des sociétés du groupe Esso en France et de leur personnel.
L'O.P.A.C. gère environ 20 000 contrats. Les courtages reçus en 1980 représentent environ F 5,7 millions.

Société d'Exploitation du Parking de la place d'Anvers - SEPPA
Capital F 800 000 - Participation 87,25 %
Activités : exploitation d'un parc public de stationnement d'automobiles situé sous la place d'Anvers à Paris.
Immobilisations : F 2,4 millions.

Société d'Exploitation de Parkings à Saint-Etienne - SEPSF
Capital F 3 000 000 - Participation 94,92 %
Activités : exploitation d'un parc public de stationnement d'automobiles situé à Saint-Etienne.
Immobilisations : 5,1 millions.

Société Immobilière Paris-Niel
Capital F 368 520 - Participation 98,08 %
Activités : location de stations-service.
Immobilisations : F 6,8 millions.

Société Commerciale des Fauvelles
Participation dans des sociétés de distribution de combustibles.
Capital F 4 740 000 - Participation 97,45 %.

Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales
Capital F 100 000 - Participation 80 %
Activités : gestion de cartes de crédit, tickets.

Société Hôtelière de la Petite Campagne
Capital F 20 000 - Participation 95 %
Activités : exploitation d'un hôtel destiné au logement du personnel de la raffinerie de Port-Jérôme.

AUTRES PRINCIPALES PARTICIPATIONS

Société de la Raffinerie de Lorraine
Exploitation d'une raffinerie à Hautconcourt.
Participation 40 %.

Société du Pipe-line de la Raffinerie de Lorraine
Exploitation de pipe-lines pour l'approvisionnement en pétrole brut de la raffinerie d'Hautconcourt.
Participation 40 %.

Raffinerie du Midi
Exploitation de dépôts de produits pétroliers.
Participation 33,33 %.

Dépôts de Pétrole Côtiers
Exploitation de dépôts de produits pétroliers.
Participation 21,20 %.

Dépôts Pétroliers de la Corse
Exploitation de dépôts de produits pétroliers.
Participation 16 %.

Société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers
Réception, stockage et réexpédition de fuel.
Participation 15,40 %.

Société du Pipeline Méditerranée-Rhône
Exploitation de pipe-lines de produits pétroliers.
Participation 100 %.

Société de Transports Pétroliers par Pipe-lines (TRAPIL)
Exploitation de pipe-lines pour le transport des pétroliers de la Basse-Seine à la région parisienne.
Participation 7,99 %.

Géomines-Caen
Exploitation d'un gisement de pétrole.
Participation 14 %.

Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA)
Construction et exploitation d'installations "Systems" aux aéroports d'Orly et de Roissy.
Participation 100 %.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

TOTAUX

A - Renseignements détaillés concernant les participations dont le pourcentage de participation excède 1 % du capital d'Esso S.A.F.

1 F. 1000 - 2 F. 1000 - 3 F. 1000

du capital déversé par Esso S.A.F.

	du capital déversé (en %)	d'inventaire des titres détenus	et avances consenties par la société et non remboursées	des cautionnements fournis par la société	d'affaires du dernier exercice	net (ou perte) du dernier exercice	encaissés par la société ou ceux de l'exercice
Esso REP	35 100 000	267 012 307	88,98	388 000 000	—	—	910 070 784
S.C. des Fauvelles	4 740 000	1 219 661	97,45	15 702 513	17 972 031	—	1 041 680
Worex Distribution	4 922 900	—	98,52	—	—	—	—
Labeye et Cie	3 316 100	—	77,62	—	—	—	—
Office Privé d'Assurances et de Courtages O.P.A.C.	200 000	—	98,50	—	—	—	—
Société d'Exploitation du Parking de la place d'Anvers - SEPPA	800 000	—	87,25	—	—	—	—
Société d'Exploitation de Parkings à Saint-Etienne - SEPSF	3 000 000	—	94,92	—	—	—	—
Société Immobilière Paris-Niel	368 520	—	98,08	—	—	—	—
Société Commerciale des Fauvelles	4 740 000	—	97,45	—	—	—	—
Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales	100 000	—	80	—	—	—	—
Société Hôtelière de la Petite Campagne	20 000	—	95	—	—	—	—
Société de la Raffinerie de Lorraine	—	—	40	—	—	—	—
Société du Pipe-line de la Raffinerie de Lorraine	—	—	40	—	—	—	—
Raffinerie du Midi	—	—	33,33	—	—	—	—
Dépôts de Pétrole Côtiers	—	—	21,20	—	—	—	—
Dépôts Pétroliers de la Corse	—	—	16	—	—	—	—
Société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers	—	—	15,40	—	—	—	—
Société du Pipeline Méditerranée-Rhône	—	—	100	—	—	—	—
Société de Transports Pétroliers par Pipe-lines (TRAPIL)	—	—	7,99	—	—	—	—
Géomines-Caen	—	—	14	—	—	—	—
Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA)	—	—	100	—	—	—	—

B - Renseignements globaux concernant les autres participations.

	4 289 196	73 034 379	429 000	906 224
	51 218 115	41 454 122	25 030 000	2 791 613

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs,

En application des dispositions de l'article 157 de la loi sur les sociétés commerciales, nous avons l'honneur de vous rendre compte, pour l'exercice clos le 31 décembre 1980, de la mission que vous avez bien voulu nous confier.

Toutes facilités nous ont été données pour effectuer nos vérifications. Celles-ci ont été conduites conformément aux diligences habituelles en la matière et ont comporté, outre les travaux au siège, un examen des opérations comptabilisées en raffineries.

Les sondages auxquels nous avons procédé ne nous ont révélé aucune irrégularité ou inexhaustivité de nature à mettre en cause la sincérité des comptes sociaux.

Les documents soumis à votre approbation ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que celles utilisées pour l'exercice précédent, sous les deux exceptions ci-après :

- Sous la rubrique des provisions pour pertes et charges, a été ouvert un poste provision pour retraites obligatoires du personnel de F 62 7 millions, représentant la charge de la société au titre de la garantie de ressources accordée au personnel ayant cessé ses activités par anticipation au cours de l'année 1980.

- Sous la même rubrique, a été également constituée une provision de F 13,9 millions pour impôts différés sur les plus-values de fusion et les plus-values à court terme.

Il y a lieu, par ailleurs, de préciser les points suivants :

- La provision pour fluctuation des cours a été dotée d'une somme de F 1283 millions plafonnée, conformément aux dispositions légales, à 69 % de son niveau de droit commun.

Enfin, nous précisons que la provision de F 1 000 millions à la provision complémentaire pour renouvellement des stocks, créée en 1979 sous la rubrique provisions non réglementées.

Enfin, comme les années précédentes, les plafonds maxima autorisés par la loi ont été

affectés aux amortissements et aux provisions réglementées pour hausse des prix et pour investissements.

Nous avons pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et de ses annexes et avons vérifié la sincérité des informations données sur la situation financière et les comptes de la société.

Nous nous sommes, d'autre part, assurés que les prescriptions relatives au maintien de l'égalité entre actionnaires et à l'immobilisation des actions de garantie des administrateurs avaient été respectées.

Nous précisons enfin qu'aucune prise de participation entrant dans le champ d'application de l'article 356 de la loi sur les sociétés commerciales n'a été réalisée en 1980.

En conclusion, à l'issue de nos contrôles, nous estimons pouvoir certifier la régularité et la sincérité de l'inventaire, du compte d'exploitation générale, du compte de pertes et profits et du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1980.

Paris, le 28 avril 1981

Daniel DUDON

André AMU

Commissaires aux Comptes
Membres des compagnies régionales
de Versailles et de Paris

RAPPORT SPÉCIAL

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport prévu aux articles 103 de la loi du 24 juillet 1966 et 92 du décret du 23 mars 1967 concernant les conventions passées par votre société avec des entreprises ayant avec la vôtre des dirigeants communs.

I. Conventions nouvelles

1) Avec la Société Esso Chimie

(Administrateurs concernés : MM L. Chaperon, M. Kopff et H. Lamaison.)

Bail du 22 février 1980 par lequel Esso S.A.F. donne en location à Esso Chimie, pour une durée de neuf années à compter du 1^{er} mars 1980, la partie dite "Parcelle enclavée du Bloc 21" de la raffinerie de Port-Jérôme, d'une superficie d'environ 7 950 m², moyennant un loyer annuel de F 127 200 indexé sur l'indice du coût de la construction (Conseil du 21 février 1980).

- Avenant n° 7 du 22 février 1980 à la convention d'avances de trésorerie portant le plafond de F 160 millions à 400 millions à partir du 1^{er} janvier 1980 (Conseil du 21 février 1980).

2) Avec la Société Esso REP

(Administrateur concerné : M. M. Kopff.)

Avenant n° 13 du 11 décembre 1980 à la convention d'avances de trésorerie du 27 mars 1969, la prorogeant d'une année pour finir le 31 décembre 1981, le plafond demeurant fixé à F 650 millions.

3) Avec la Société Worex Distribution

(Administrateur concerné : M. J. Rauzier.)

- Avenant n° 1 du 2 octobre 1980 à la convention de prêt du 1^{er} octobre 1977 et avenant n° 3 du 2 octobre 1980 à la convention d'avances de trésorerie du 1^{er} octobre 1977, précisant que les intérêts au taux de base bancaire de la B.N.P. en vigueur majoré de 1,30 % et calculé jour par jour, sont plafonnés au taux des avances sur titres de la Banque de France majoré de deux points.

4) Avec la Banque de Paris et des Pays-Bas

(Administrateurs concernés : MM F. Fabre et G. Rambaud.)

- Service de l'Assemblée générale et service des titres pour chacun des exercices 1980, 1981 et 1982.

II. Conventions antérieures qui se sont poursuivies en 1980

1) Avec la Société Esso Chimie

- Entente administrative par Esso S.A.F. F 8 376 487.

- Entente à Port-Jérôme F 28 889 271

- Services rendus par la Direction générale des ventes F 232 435.

- Prêts court terme par Esso Chimie au 31 décembre 1980 F 292 574 905, intérêts supportés par Esso S.A.F. F 48 015 392

- Recherches et développement F 2 438 600

- Ventes réciproques de produits pétroliers et assimilés concernant l'exploitation de Port-Jérôme par Esso S.A.F. F 1 627 714 000
Esso Chimie F 478 048 000.

- Achats d'additifs pour produits pétroliers à Esso Chimie F 99 893 000

- Locations de terrains
Pré Carré et parcelles enclavées F 1 229 000
Collonges-au-Mont-d'Or F 154 100
Marquette-lez-Lille F 48 160

- Construction d'une unité de traitements soufres avec Hoechst France
Prêt de F 9 450 000.
Intérêts perçus en 1980 F 1 020 000

2) Avec la Société Esso REP

- Entente administrative F 1 440 908

- Achats de pétrole brut F 87 000 000

- Achats de condensats d'U.C.M. F 1 400 000

- Avances de trésorerie F 601 923 111 au 31 décembre 1980.

- Intérêts supportés par Esso S.A.F. F 67 927 022.

- Location de bureaux à Nogent F 320 000.

3) Avec la Société Esso Europe Inc.

- Services factures en 1980 F 34 325 503

4) Avec la Société Worex Distribution

Prêt de F 10 mil

Intérêts perçus en 1980 F 1 270 833

Avance de trésorerie F 159 884 307 au

31 décembre 1980

Intérêts perçus en 1980 F 6 902 140

Entraide administrative et personnel

déchet F 2 244 119

5) Avec la Société du Caoutchouc Butyl "SOCABU"

Intérêts perçus en 1980 F 3 111 111

Location de bureau F 12 000

Administrative F 133 380

6) Les accords existant entre Esso S.A.F.

et Socahu pour la

réalisation du Groupement d'intérêt

économique Esso Énergie se sont poursuivis

en 1980

Enfin, dans le cadre d'opérations considérées comme courantes et traitées à des conditions normales, votre société a eu recours de fait à l'appel à la Banque de Paris et des Pays-Bas et à la Banque de L'Union Européenne pour le financement de navires ou l'obtention de crédits ou de prêts accordés à la clientèle revendeurs.

Il apparaît que ces opérations

Paris le 30 mars 1981

André Arnic

Daniel Dussan

Commissaires aux Comptes

EXERCICE 1980 ESSO S.A.F.

milliers de francs

compte d'exploitation générale

debit

stocks au début de l'exercice

achats de matières et marchandises

travaux de personnel

impôts et taxes

travaux, fournitures et services extérieurs

transports et déplacements

travaux divers de gestion

travaux financiers

dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements et

profit d'exploitation

total

41 683 247

credit

stocks à la fin de l'exercice

ventes de marchandises, produits finis et prestations de services

(directement liées à l'activité pétrolière)

ventes de déchets et ventes diverses

remises, rabais et remises

produits accessoires

produits financiers

dotations par l'entreprise pour elle-même et travaux et

travaux non imputables à l'exploitation de l'exercice

total

41 683 247

compte de pertes et profits

debit

participation des salariés aux fruits de l'expansion

pertes sur exercices antérieurs

pertes exceptionnelles

dotations de l'exercice aux comptes de provisions

hors exploitation ou exceptionnelles

impôts sur les bénéfices

bénéfice net

total

2 000 000

credit

profit d'exploitation

profits sur exercices antérieurs

profits exceptionnels

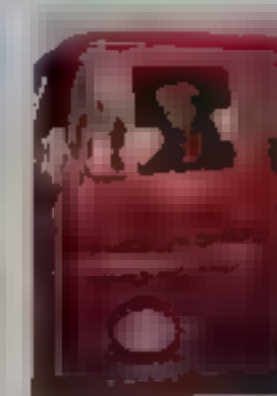
profits résultant de subventions d'équipement

profits résultant de la réintégration de la provision

spéciale de réévaluation

total

2 000 000



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1980 ESSO S.A.F.

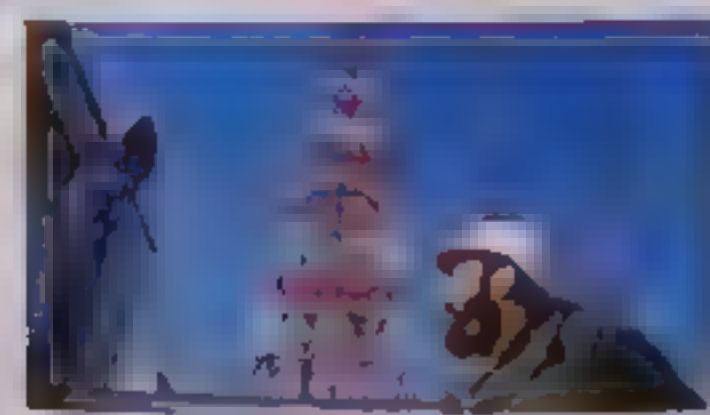
milliers de
francs

actif

actif	1980	1979	1978
trésorerie	1 111 191	5 090 691	2 333 368
immobilisations	66 541	5 111	46 335
provisions	5 469 254	6 000	4 773 5
passif	1 474 508	85 346	1 389 257
total	7 111 191	5 090 691	7 139 092

passif

passif	1980	1979	1978
capital propre et réserves	7 111 191	5 090 691	7 139 092
total	7 111 191	5 090 691	7 139 092
carte de réévaluation			
total			
report à nouveau			
évaluation nette			
provisions non réglementées			
provisions réglementées			
total			
subventions d'équipement reçues			
différence			
provisions pour pertes et charges			
total			
dettes à long et moyen terme			
total			
dettes à court terme			
total			
résultats - bénéfice de l'exercice			
total général	7 111 191	5 090 691	7 139 092



BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1980 ESSO S.A.F. ET ESSO REP

millions de francs	actif	montant brut	amortissements dépréciations	montant net
valeurs immobilisées 2 556,2	fraux d'établissement			
	prime de remboursement des obligations	2,3	1,0	1,3
	immobilisations			
	terrains	373,7	14,0	359,7
	travaux souterrains et sondages	509,6	331,1	178,5
	constructions et ouvrages d'infrastructure	1 067,0	728,5	338,5
	installations complexes spécialisées	3 076,3	2 371,6	704,7
	matériel et outillage	578,1	369,7	208,4
	matériel de transport	1 679,4	1 492,0	187,4
	autres immobilisations corporelles	315,8	221,4	94,4
	pipe-line	118,8	303,6	184,8
	immobilisations incorporelles	28,3	7,1	21,2
	fraux de recherches	81,9	81,9	-
	parts soci	46,6	46,6	-
	immobilisations en cours	293,0	-	293,0
	total	8 048,3	5 767,5	2 280,8
autres valeurs immobilisées	prêts et autres créances à plus d'un an	91,1	-	91,1
	parts de participation	152,5	5,1	147,4
	dépôts et cautionnements	5,6	-	5,6
	comptes de régularisation : actif à plus d'un an	32,0	-	32,0
	total	279,2	5,1	274,1
stocks 5 325,8	valeurs d'exploitation			
	matières premières	16,5	1,2	15,3
	matières premières (periode brut)	2 041,4	-	2 041,4
	matières consommables	71,9	0,5	71,4
	produits finis	2 261,1	-	2 261,1
	produits en cours	927,2	-	927,2
	total	5 327,5	1,7	5 325,8
comptes de tiers 2 756,2	valeurs réalisables à court terme ou disponibles			
	fournisseurs, avances et acomptes versés sur commandes	16,6	-	16,6
	clients	2 154,7	83,5	2 071,2
	autres débiteurs	592,3	1,9	590,4
	comptes de régularisation : actif	28,0	-	28,0
comptes financiers 686,9	prêts à moins d'un an	8,6	-	8,6
	prêts à recevoir	363,9	-	363,9
	chèques et autres valeurs à recevoir	236,9	-	236,9
	titres de placement	-	-	-
	banques et chèques postaux	76,7	-	76,7
	casse	0,8	-	0,8
	total	3 528,5	85,4	3 443,1
	total général :	17 185,8	5 860,7	11 325,1

avals, cautions, garanties et autres engagements débiteurs : 2 876,2

avals, cautions, garanties et autres engagements reçus : 2 129,9



passif	montant net	
capitaux permanents 6 754,0		
capital propre et réserves		
capital social	595,9	patrimoine social et provisions assimilées
prime d'émission	164,9	
réserve légale	82,7	
plus-values à long terme	44,3	
réserves facultatives	124,0	
réserve de renouvellement du stock indispensable	3,9	
réserve spéciale de réévaluation	201,0	
provision spéciale de réévaluation	125,8	
total	1 372,3	
report à nouveau	348,1	
situation nette (soit les résultats de l'exercice)	1 720,4	
provisions réglementées		
provision pour fluctuation des cours des matières premières	3 850,3	
provision pour investissement	34,2	
provision pour reconstitution des gisements	210,7	
provision pour hausse des prix	7,3	
total	4 112,5	
provisions non réglementées	300,0	
subventions d'équipement reçues	2,6	
provisions pour pertes et charges	79,3	
dettes à long terme		passif envers les tiers
emprunts à plus d'un an	535,6	
autres dettes à plus d'un an	1,8	
total	537,4	
comptes de tiers 2 536,5		
dettes à court terme		
fournisseurs	264,2	
clients : avances et acomptes reçus sur commandes en cours	21,9	
autres créanciers	1 672,3	
redevance sur production d'huile brute	30,4	
comptes de régularisation : passif	587,5	
comptes financiers 1 664,3		
emprunts à moins d'un an	107,4	
effets à payer	1 244,2	
banques créditrices	312,3	
total	4 200,8	
résultats : bénéfice de l'exercice (part des actionnaires d'Esso S.A.F.)	380,9	
intérêts minoritaires (part dans résultats et réserves passives)	69,4	
total général :	11 325,1	

EXERCICE 1980 ESSO S.A.F. ET ESSO REP CONSOLIDÉS

	millions de francs
compte d'exploitation générale	
débit	
stocks au début de l'exercice	4 166,5
achats	24 247,9
travaux de personnel	932,5
impôts et taxes	6 456,9
impôts sur dividende Esso REP	28,0
travaux, fournitures et services extérieurs	1 089,0
transports	999,2
travaux divers de gestion	276,6
travaux financiers	510,9
dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements des fruts d'établissement	0,1
dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements des immobilisations	519,2
dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements des titres de participation	0,3
dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation	57,5
dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour retraites obligatoires du personnel	64,9
bénéfice d'exploitation	2 389,4
total	41 538,9
crédit	
stocks à la fin de l'exercice	5 325,2
ventes de marchandises et produits finis, prestations de services (directement liées à l'activité pétrolière)	15 929,4
remises, rabais et pertes obtenus ou à obtenir	1,3
produits accessoires	102,8
produits financiers	57,2
travaux faits par l'entreprise pour elle-même et travaux et charges non imputables à l'exercice	115,0
total	41 538,9
compte de pertes et profits	
débit	
participation des salariés	58,5
pertes sur exercices antérieurs	6,2
pertes exceptionnelles	47,4
dotations de l'exercice aux comptes de provisions et d'amortissements hors exploitation ou exceptionnelles	
- provision pour reconstitution des gisements	210,2
- amortissements des charges d'exploration	128,5
- autres dotations	1 417,6
annulation provision crédit d'impôt différé sur prélèvement exceptionnel	51,0
impôts sur les bénéfices	406,6
prélèvement exceptionnel	100,3
bénéfice net consolidé	
- quote-part des actionnaires d'Esso S.A.F.	300,9
- quote-part des intérêts minoritaires des tiers dans Esso REP	35,8
total	2 744,0
crédit	
bénéfice d'exploitation de l'exercice	2 389,4
profits sur exercices antérieurs	14,0
provision pour reconstitution des gisements devenue disponible	127,7
profits exceptionnels	29,5
profits résultant de subventions d'équipement	0,7
profits résultant de la réintégration de la provision spéciale de réévaluation	60,1
prélèvement exceptionnel : annulation de la provision 1979	102,0
total	2 744,0



LES ADMINISTRATEURS D'ESSO S.A.F.

Henri Lamaison

Président d'Honneur
54, rue Ranelagh
75016 Paris

Administrateur de :
Esso Chimie.

Michel Kopff

Président-Directeur Général
1, place Chancelier-Adenauer
75016 Paris

Administrateur de :
Esso REP,
Esso Chimie,
Esso Europe Inc.,
Esso Africa Inc.

Louis Chaperon

Administrateur
28, rue Pauline-Borghèse
92200 Neuilly-sur-Seine

Président de :
Esso Chimie,
Société de Caoutchouc Buryl (SOCABU).

Francis Fabre

Administrateur
25, rue de Grenelle
75007 Paris

Président de :
Union de Transports Adena (U.T.A.)

Président d'Honneur de :
Chargeurs Réunis,
Cie Maritime des Chargeurs Réunis.
Administrateur Honoraire de :
Société Navale Chargeurs Delmas-Vieljeux.

Administrateur de :
Eurafrance,
Cie Financière de Paris et des Pays-Bas,
Safic-Alcan,
Banque de Paris et des Pays-Bas,
Cie Financière Delmas-Vieljeux,
Club Méditerranée,
Pricel.

Jean Forgeot

Administrateur
80, bd Flaudin
75016 Paris

Président de :
Société Creusot-Loire.
Président d'Honneur de :
Société de Constructions
Electromécaniques Jeumont-Schneider.

Vice-Président de :
Schneider S.A.

Administrateur de :
ARBED,
Imprimerie Georges Lang,
Banque de l'Union Européenne,
Publicis,
Chargeurs réunis,
Cie Financière de Creusot-Loire,
Electronil,
Société des Bains de Mer de Monaco,
Cie Financière de Développement des Entreprises.
Membre du Conseil de Surveillance de :
Talbot (jusqu'au 20.12.80) puis Automobiles Peugeot.

Gustave Rambaud

Administrateur
31, avenue Georges Mandel
75016 Paris

Président de :
Banque de Paris et des Pays-Bas-Hollande.

Vice-Président de :
Cie Industrielle Chiens-Chardillon,
Banque de Paris et des Pays-Bas,
Cie Financière de Paris et des Pays-Bas.

Administrateur-Directeur Général de :
OFFI-Parbas.

Administrateur de :
Parbas-International S.A.,
Banque de Paris et des Pays-Bas-Belgique,
Banque de Paris et des Pays-Bas-Suisse,
Fives-Cail-Babcock,
Société Usinor,
Crédit du Nord,
Nord-Est,
Cie de Fives-Lille,
Norsk Hydro,
Compagnie Bancaire,
Financière du Ruau,
Cockeril,
Frère-Bourgeois,
COFEBA,
Electrobel.

Jean Rauzier

Administrateur
5, avenue Curie
92370 Chaville

Administrateur de :
Worex Distribution,
Société Havraise de Manutention de
Produits Pétroliers.
Membre du Conseil de Surveillance de :
Société A. Petit.

Candidat au Conseil d'Administration

M. Jean-Louis Pilliard

45, rue Charles-Lafitte
92200 Neuilly-sur-Seine

Né le 20 mai 1921 à Paris
Président de la Fédération des industries
électriques et électroniques (1976-79)
Membre du Comité Exécutif du C.N.P.F. (1972-79)
Président-Directeur Général de :
La Radiotechnique
R.T.C. La Radiotechnique Comptel
Président du Conseil d'Administration de :
Sopad (Nerdé)

Administrateur de :
Barclays Bank S.A.,
Electro Banque
Le Métal Déployé

Mesdames, Messieurs,

Votre société a progressé en 1980, même si les difficultés n'ont pas manqué. Ces difficultés ont été de plusieurs ordres : nouvel et fort accroissement du coût du brut importé; insuffisance notoire des prix plafonds des produits pétroliers; baisse de la demande pétrolière; vote par le Parlement d'une taxation plus lourde des activités d'exploration-production, sans que soit en contrepartie corrigée l'anomalie de l'insuffisance de la provision pour fluctuation des cours, qui pénalise lourdement Esso S.A.F. en soumettant immédiatement à l'impôt un "profit sur stock" immobilisé.

Du côté positif, l'accroissement considérable des investissements d'Esso REP a porté des fruits appréciables, sous la forme d'une augmentation de la production de pétrole brut de nos champs du sud-ouest (+ 21 %). L'approvisionnement d'Esso S.A.F. en brut importé, grâce aux ressources du groupe Exxon en brut saoudien, s'est effectué à un niveau de prix relativement favorable par rapport à celui de la moyenne des bruts reçus en France. Il en est résulté un allègement d'environ un milliard de francs de la balance des paiements de la France. Vous regretterez avec moi qu'en raison du niveau de l'insuffisance des prix contrôlés, le résultat de nos activités de raffinage-distribution, soit 125 millions de francs net, ne reflète que faiblement cet avantage d'approvisionnement. Compte tenu du dividende reçu d'Esso REP - 141 millions de francs - le résultat net de votre société se monte à 266 millions de francs.

La consolidation des résultats d'Esso S.A.F. et d'Esso REP fait apparaître un bénéfice net consolidé de 337 millions de francs dans lequel la part des actionnaires d'Esso S.A.F. se monte à 301 millions. Il faut noter que le prélèvement fiscal demeure, comme l'an dernier, disproportionné aux résultats pour les raisons évoquées plus haut : l'ensemble Esso S.A.F. - Esso REP a ainsi versé à l'Etat 530 millions au titre de l'impôt sur les sociétés, des redevances minières et du prélèvement exceptionnel en 1980.

Après examen de ces résultats, votre conseil a recommandé la distribution d'un dividende de 238 millions de francs, soit 20 francs par action, c'est-à-dire 30 francs avec l'avoir fiscal au lieu de 18 francs l'an dernier. Ceci constitue un nouveau pas vers un niveau de rémunération des actionnaires qui soit mieux en rapport avec l'importance des capitaux investis et des programmes à engager, et qui réponde ainsi à la fois aux nécessités de l'équité et de l'efficacité économique.

Ceci m'amène à vous dire quelques mots sur la façon dont a commencé l'exercice 1981. L'activité de raffinage-distribution a souffert, durant le premier semestre 1981 plus encore qu'en 1980, de prix plafonds notoirement insuffisants, l'accroissement du coût du brut importé résultant de la hausse considérable du cours du dollar n'ayant pas été pris en compte. Malgré le maintien durant cette période de notre approvisionnement de brut saoudien à coût relativement favorable (du moins jusqu'à ce jour), vous savez que cet avantage est précaire, le résultat économique de notre raffinage pour le premier semestre sera négatif. La hausse de 15 centimes par litre autorisée le 11 juin est insuffisante pour rétablir une mise à niveau correcte et nous laisse aujourd'hui encore "dans le rouge". Cette situation est dangereuse. Si elle n'était pas rapidement corrigée, elle conduirait à terme au dépensement du raffinage français qui pourrait devenir incapable de satisfaire complètement les besoins du marché national de produits finis.

En effet, de grands investissements sont indispensables pour l'adaptation des raffineries à la profonde évolution du marché pétrolier, et notamment à la réduction accélérée des ventes de fuel lourd. Ils ne pourront être entrepris que si les ressources financières nécessaires sont assurées par des moyens convenables, dans un cadre pétrolier cohérent et permettant l'équilibre économique des sociétés de raffinage-distribution. Je répète à cet égard ma conviction qu'un régime fondé sur l'initiative des opérateurs, et notamment comportant la liberté des prix, est nécessaire. Si toutefois un système de prix plafonds contrôlés devait encore subsister quelque temps, il est de la plus extrême urgence que les prix plafonds soient déterminés par une formule équitable, contractuelle, appliquée régulièrement et avec exactitude.

RÉSOLUTIONS

Assemblée Générale Ordinaire
Jeudi 18 juin 1981

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 1980, approuve ces rapports ainsi que le bilan et les comptes de résultats de l'exercice clos le 31 décembre 1980, tels qu'ils ont été arrêtés. Elle approuve expressément les modifications apportées à la présentation et aux méthodes d'évaluation concernant ces bilan et comptes de résultats, telles qu'elles sont explicitées dans les rapports sus-visés.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial établi par les Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966, approuve purement et simplement les dites conventions.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter les bénéfices disponibles, à savoir :

- bénéfice de l'exercice 1980	F 266 036 382,68
- report 1979	47 769 692,93
soit un total de	F 313 806 075,61

de la façon suivante :

- réserve spéciale des plus-values à long terme	F 2 455 751,95
- dividende	238 359 200,00
- report à nouveau	72 991 123,66
soit un total de	F 313 806 075,61

Le dividende net ressort à F 20,00 pour chacune des 11 917 960 actions de F 50,- nominal, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 10,00, soit un revenu global de F 30,00.

Le dividende (coupon n° 47) sera payable le 1^{er} juillet 1981 aux guichers des établissements suivants :

- Banque de Paris et des Pays-Bas
- Morgan Guaranty Trust Co. of New York
- Société Générale
- Crédit Lyonnais
- Banque Nationale de Paris
- Crédit Commercial de France
- Crédit Industriel et Commercial
- Banque de l'Union Européenne
- Banque de l'Indochine et de Suez

L'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions à rembourser	Dividende net	Avoir Fiscal	Revenu global
1977	11 917 960	F 4,90	F 2,45	F 7,35
1978	11 917 960	F 6,00	F 1,20	F 9,00
1979	11 917 960	F 12,00	F 6,00	F 18,00

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus de leur gestion au 31 décembre 1980 à :

MM. Louis Chaperon
Francis Fabre
Jean Forgeot
Michel Kopff
Henri Lamaison
Gustave Rambaud
Jean Rauzier

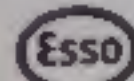
Cinquième résolution

L'Assemblée Générale élit comme administrateurs pour une durée expirant à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire qui approuvera les comptes de l'exercice 1981 :

MM. Louis Chaperon
Michel Kopff
Henri Lamaison
Jean-Louis Pillard
Gustave Rambaud
Jean Rauzier

Sixième résolution

L'Assemblée Générale fixe à F 180 000 le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice 1981.



Esso S.A.F.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Jeudi 18 juin 1981

Rapport du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire conformément aux dispositions de la loi n° 80-834 du 24 octobre 1980 créant une possibilité de distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales.

Notre Conseil d'Administration, tout en partageant les objectifs du législateur en la matière, n'a pas jugé opportun de recommander l'augmentation de capital nécessaire pour la mise en application de la loi.

Toutefois afin que le personnel puisse bénéficier des effets attendus de cette loi, des négociations ont eu lieu avec les organisations syndicales afin de conclure un accord d'intéressement incluant une distribution d'actions d'Esso S.A.F. achetées sur le marché; un accord a été signé le 31 mars 1981 pour les exercices 1981 à 1983 et son application est soumise à l'obtention des autorisations administratives nécessaires.

L'achat des actions se fera de façon régulière, avec des clauses de sauvegarde appropriées, afin de ne pas perturber le marché boursier.

Compte tenu de cet accord qui répond à l'esprit de la loi précitée et qui bénéficie des avantages fiscaux liés aux régimes de participation des salariés, nous vous demandons d'approuver la résolution qui vous est proposée.

Le Conseil d'Administration

Résolution

"L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration et statuant par application de l'article 2 de la loi n° 80-834 du 24 octobre 1980, décide de ne pas procéder au sein de la société à la distribution d'actions en faveur des salariés prévue par cette loi.

Elle prend acte de la signature le 31 mars 1981 d'un accord d'intéressement par des organisations syndicales, prévoyant qu'une partie du montant de l'intéressement pour les exercices 1981, 1982 et 1983 sera affectée à la distribution d'actions d'Esso S.A.F."

En contraste avec les difficultés du raffinage, l'activité d'Esso REP a continué à se développer favorablement. L'accroissement de la production de nos champs du sud-ouest se poursuit, et nous espérons atteindre le million de tonnes de pétrole brut en 1981. Le dividende qu'Esso S.A.F. va recevoir d'Esso REP au titre de l'exercice 1980 se montera à 242 millions de francs. Un sujet de préoccupation majeure vient toutefois d'apparaître : c'est la toute récente mise à l'étude par le gouvernement d'un nouveau projet de surtaxation des activités de production. Survenant après le prélèvement exceptionnel voté en 1979, et le nouveau régime fiscal voté en 1980, un tel projet apparaît comme particulièrement inquiétant et inopportun. Un nouvel alourdissement fiscal affecterait notre rentabilité et amputerait nos ressources financières. Il porterait un coup sérieux à la confiance nécessaire pour que puissent être décidés et menés à bien les projets importants - en amont et en aval - dont dépendra l'approvisionnement pétrolier futur.

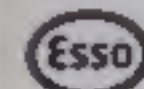
Vous estimerez avec moi que votre société, ne mérite en rien une nouvelle pénalisation fiscale, alors que les charges anormales qu'elle supporte en font déjà l'un des plus gros contribuables de France.

Dans le ferme espoir que le réalisme et la modération prévaudront, nous travaillons résolument à préparer l'avenir dans tous les domaines : à "l'amont", où Esso REP amplifie encore ses travaux d'exploration et de développement des champs producteurs; à "l'aval", où les investissements de modernisation des raffineries se poursuivent à un rythme soutenu, et où les études techniques complexes nécessaires à la définition de la structure à long terme de notre raffinage sont activement menées; dans le domaine des énergies non pétrolières enfin, où nous examinons notamment les possibilités pour votre société de contribuer à l'approvisionnement charbonnier français.

L'industrie pétrolière est en profonde transformation, et cette période difficile exige de notre personnel courage et réalisme. Il fait face avec compétence et dévouement aux modifications de politiques et de structures qui s'avèrent nécessaires et qui lui demandent, et lui demanderont encore, d'importants efforts d'adaptation. Je l'en remercie en votre nom.

Nous avons signé au premier trimestre avec les organisations syndicales un nouvel accord d'intéressement des salariés, couvrant les exercices 1981 à 1983. Cet accord inclut une distribution progressive d'actions d'Esso S.A.F. à tous les salariés, ainsi qu'il sera exposé au cours de l'assemblée générale extraordinaire qui va suivre. Je suis sûr que vous jugerez avec moi qu'il était très souhaitable que l'ensemble du personnel soit ainsi associé encore plus étroitement au développement et aux résultats de notre société.

M. Kow



Esso S.A.F.